

RÉGULARISATION FISCALE VOLONTAIRE

La DGI définit les directives d'exécution

À travers une instruction datée du 5 avril dernier, la Direction générale des impôts (DGI) a fixé avec précision les modalités d'application du dispositif de régularisation fiscale volontaire introduit par l'article 93 de la loi de finances 2026. Cette mesure, qui ouvre une fenêtre exceptionnelle jusqu'au 31 décembre prochain, s'inscrit dans une stratégie plus large visant à moderniser la gouvernance fiscale et à intégrer progressivement les flux informels dans les circuits officiels. P 3



23^E ÉDITION DU SALON DJAZAGRO **Plus de 600 exposants attendus à Alger**

La 23^e édition du Salon professionnel de la production agroalimentaire "Djazagro" se déroulera du 12 au 15 avril au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), réunissant plus de 600 exposants nationaux et internationaux de 28 pays, ont annoncé les organisateurs.

P 2

TRANSPORT DE MARCHANDISES ET DE VOYAGEURS

La SNTF accélère sa modernisation

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) met en œuvre un plan ambitieux visant à renforcer le transport de marchandises et à moderniser le transport des voyageurs. Ce programme inclut l'acquisition de nouvelles locomotives, wagons et rames à grande capacité, avec un budget de 138 milliards de dinars, afin d'améliorer et de moderniser le transport ferroviaire des voyageurs, tout en accompagnant le développement des grands projets industriels et miniers du pays.

P 3

MALGRÉ UNE LÉGÈRE HAUSSE MENSUELLE DES PRIX

Baisse du rythme de l'inflation en février à 1,2%

Le rythme de l'inflation a poursuivi sa tendance baissière en février 2026, s'établissant à +1,2 % en glissement annuel, contre 1,3 % en janvier dernier, selon les dernières données de l'indice des prix à la consommation (IPC) de la ville d'Alger.

P 5

Publicité

SIPSA[®]
FILAHÀ
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika[®]
Food Export

DJAZAUA[®]

ESPLANADE DE RIAD EL FETH, ALGER
2e Festival du Couscous Algérien du 23 au 25 avril 2026

Fort du succès de la première édition, le Festival du Couscous Algérien est de retour pour une deuxième édition plus grandiose, plus riche et plus généreuse. Elle aura lieu du 23 au 25 avril 2026 sur l'esplanade de Riad El Feth à Alger. Cette édition est placée sous le parrainage officiel de M. Yacine El Mahdi Oualid, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche.

« C'est avec une immense fierté et un profond attachement à notre patrimoine que nous annonçons la tenue de la 2^e édition du Festival du Couscous Algérien, un événement national et fédérateur placé sous le signe du partage, de la transmission et de l'excellence », déclare l'organisateur de cet événement, M. Idir Saoudi.

En effet, tout au long de ces trois jours, cette manifestation célébrera, affirme M. Saoudi, « toute la diversité du couscous algérien à travers un programme immersif riche et intense : expositions artisanales, animations traditionnelles, ateliers participatifs (dont l'initiation au roulage de semoule), conférence sur le patrimoine, dégustations des 69 wilayas, shows cooking réalisés par des chefs renommés, concours culinaires et une soirée de clôture avec remise des trophées "Le Grain d'Or" ».

Par ailleurs, les organisateurs affirment que l'édition 2026 réunira également « des invités d'honneur de prestige, parmi lesquels des chefs internationaux de renom, des chefs algériens reconnus, ainsi que des personnalités de la diaspora algérienne, composées d'artistes, de chanteurs, de créateurs, de journalistes et de figures influentes. Ils seront tous réunis autour d'un même objectif : célébrer et faire rayonner le couscous algérien à l'échelle nationale et internationale ».

R E.

23^e ÉDITION DU SALON DJAZAGRO

Plus de 600 exposants attendus à Alger

La 23^e édition du Salon professionnel de la production agroalimentaire "Djazagro" se déroulera du 12 au 15 avril au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), réunissant plus de 600 exposants nationaux et internationaux de 28 pays, ont annoncé les organisateurs.

Par Z R

En effet, l'événement mettra l'accent sur l'innovation, le packaging et les opportunités d'exportation, tout en offrant aux professionnels une plateforme d'échanges et de rencontres autour de la transformation et de l'emballage agroalimentaire.

Cette édition sera marquée par une forte présence des producteurs algériens, avec plus de 150 entreprises participantes, a indiqué le commissaire du salon, Nabil Bey-Boumezrag, lors d'une conférence de presse à Alger. A leurs côtés, des pavillons étrangers, dont ceux de l'Italie, de la Turquie, de la Chine et de l'Allemagne, exposeront des équipements agroalimentaires

ainsi que des solutions de transformation et d'emballage.

Des entreprises de pays arabes, dont l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Liban, Oman et la Tunisie, prendront également part à cet événement. L'édition 2026 mettra particulièrement l'accent sur l'innovation, notamment à travers le concours "Djaz'Innov". "Les lauréats, sélectionnés en amont par un jury d'experts indépendants, seront récompensés par des médailles d'or, d'argent et de bronze lors d'une cérémonie prévue à l'ouverture officielle du salon", a précisé M. Bey-Boumezrag.

Plus de 26.000 visiteurs professionnels, en quête de nouveaux fournisseurs, de solutions techniques et d'opportunités d'affaires, sont attendus.

"L'événement constitue une plateforme de rencontre privilégiée entre producteurs et industriels, offrant un large éventail d'équipements et de machines dédiés à la transformation agroalimentaire, ainsi qu'au conditionnement et à l'emballage", a souligné le commissaire du salon, mettant en avant l'importance du packaging pour améliorer la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux.

En marge du salon, des conférences et ateliers seront organisés, portant notamment sur les exportations en tant que levier de croissance, la valorisation des sous-produits agricoles, la sécurité alimentaire, l'innovation verte, l'économie circulaire ainsi que le secteur de l'emballage en Algérie.

AVEC LA PARTICIPATION DE PRÈS DE 200 EXPOSANTS

Ouverture du 28e Salon international de la santé "SIMEM" à Oran

La 28^e édition du Salon international de la santé (SIMEM), a ouvert ses portes, mercredi au Centre des conventions d'Oran, avec la participation 196 exposants.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mostéfa Khiati, fondateur et ancien président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem), qui a salué le rôle du SIMEM dans la promotion des échanges entre les professionnels du secteur de la santé et le renforcement des partenariats entre opérateurs nationaux et étrangers.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, il a mis en avant l'importance de ce rendez-vous annuel en tant que plateforme dédiée

à la présentation des dernières innovations médicales et des technologies de pointe, contribuant à l'amélioration de la qualité des soins et à la modernisation du système de santé.

Selon la directrice de cet événement, Yasmine Chaouche, cette 28^e édition enregistre la participation de 196 exposants représentant 567 firmes de 36 pays.

Organisée dans un contexte de transformation du système de santé, marqué par la numérisation et la modernisation des infrastructures hospitalières, cette manifestation se veut, selon sa directrice, une plateforme stratégique d'échanges et d'innovation.

"De nombreuses entreprises leaders sont présentes, notamment chinoises, turques et italiennes,

mais également allemandes, indiennes et européennes, venues présenter leurs dernières innovations en matière de technologies médicales, équipements hospitaliers, dispositifs médicaux et solutions digitales pour la gestion des établissements de santé", a-t-elle souligné.

Parallèlement à cette présence internationale, le Salon met également en lumière la montée en puissance de la production nationale, notamment dans les domaines des réactifs de laboratoire, des équipements et paillasse techniques, ainsi que certains dispositifs médicaux, illustrant une dynamique industrielle en progression, a-t-elle ajouté.

Les dernières innovations en matière d'équipements hospitaliers, de

dispositifs médicaux et de solutions numériques dédiées à la gestion des établissements de santé, seront ainsi présentés. Le SIMEM constitue également un espace de réflexion scientifique, à travers ses Journées scientifiques, réunissant experts, universitaires et praticiens autour de diverses spécialités, dont les pathologies cardiovasculaires et respiratoires, la biologie médicale, l'oncologie, la chirurgie spécialisée, ainsi que l'imagerie médicale et les applications de l'intelligence artificielle en médecine.

En outre, la plateforme "Talk & Show" proposera des sessions d'échanges consacrées aux enjeux actuels de la pratique médicale et de l'organisation des soins, abordant différentes thématiques liées à l'évolution du système de santé.

UNIVERSITÉ DE BECHAR

Un cycle de formation spécialisée en intelligence artificielle et cybersécurité

Environ soixante cadres techniques et autres agents issus des différents services de l'Université Tahri-Mohamed de Bechar (UTMB), des administrations et institutions de la wilaya, ainsi que d'autres collectivités de la région du Sud-Ouest, ont suivi des cycles de formation spécialisés en intelligence artificielle et cybersécurité, à l'initiative de la faculté des sciences exactes de l'UTMB.

Ces cycles de formation, organisés sous forme de séances théoriques et d'ateliers pratiques, ont pour objectif principal de renforcer et d'approfondir les connaissances des participants dans ces do-

maines technologiques, a précisé le doyen de la Faculté, le Pr Abdelhak Maazouzi.

Encadrées par des professeurs et experts spécialisés en informatique de la même faculté, ces formations s'inscrivent dans une démarche visant à numériser les différents aspects pédagogiques, administratifs et techniques de l'UTMB, des collectivités locales et d'autres directions locales de différents secteurs d'activités, dont celui de la jeunesse et des sports, a-t-il expliqué.

Il a ajouté que cette initiative a reçu un écho favorable auprès des bénéficiaires

et s'intègre dans la stratégie de transformation numérique définie par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Le programme de ce cycle de formation, qui se poursuivra tout au long de l'actuelle année universitaire, cible également d'autres personnels de plusieurs institutions et administrations locales et régionales, a fait savoir M. Maazouzi.

Il permettra non seulement la mise à jour de leurs compétences en intelligence artificielle, systèmes informatiques, ingénierie des commandes, cybersécurité et ingénierie sociale, mais

aussi une amélioration globale du savoir-faire technique en la matière, selon le même responsable.

Ces compétences sont désormais essentielles pour accompagner les évolutions numériques rapides que connaissent le pays et le monde, a-t-il signalé.

Ces cycles de formation s'inscrivent également dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer la souveraineté numérique, en mettant un accent particulier sur les enjeux cruciaux que représentent la cybersécurité et l'intelligence artificielle, a souligné M. Maazouzi.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉGULARISATION FISCALE VOLONTAIRE

La DGI définit les directives d'exécution

À travers une instruction datée du 5 avril dernier, la Direction générale des impôts (DGI) a fixé avec précision les modalités d'application du dispositif de régularisation fiscale volontaire introduit par l'article 93 de la loi de finances 2026. Cette mesure, qui ouvre une fenêtre exceptionnelle jusqu'au 31 décembre prochain, s'inscrit dans une stratégie plus large visant à moderniser la gouvernance fiscale et à intégrer progressivement les flux informels dans les circuits officiels.

Par Selma R.

Au cœur du dispositif, un principe simple et incitatif : permettre aux contribuables de régulariser leur situation en s'acquittant d'une taxe libératoire unique de 8 % sur les montants non déclarés, sans application des pénalités habituellement prévues par la législation fiscale. Par cette approche, la DGI privilégie une logique d'adhésion volontaire, rompant avec une vision strictement coercitive du contrôle fiscal. Dans le détail, l'instruction précise le périmètre des bénéficiaires. Sont concernés aussi bien les personnes physiques résidentes que les personnes morales de droit algérien, y compris celles ayant déjà fait l'objet d'irrégularités déclaratives. Cette ouverture traduit la volonté des pouvoirs publics d'élargir l'assiette fiscale dans un contexte où l'économie informelle représente une part

significative de l'activité nationale, estimée à près d'un tiers du produit intérieur brut. En revanche, des exclusions strictes sont clairement établies. Les fonds issus d'activités illicites, notamment liées au blanchiment d'argent ou à la corruption, restent hors du champ de la régularisation. De même, certaines catégories d'entreprises, à l'image des grandes structures relevant de la Direction des grandes entreprises ou encore des sociétés opérant dans les secteurs pétrolier et parapétrolier, ne sont pas éligibles à ce mécanisme. Sur le plan procédural, la DGI a opté pour un processus encadré mais simplifié. Le contribuable doit déposer une déclaration auprès de l'administration fiscale compétente, accompagnée du paiement immédiat de la taxe de 8 %. En retour, il obtient un certificat de régularisation, document central qui atteste de sa conformité et le protège contre d'éventuels redressements

futurs sur les montants déclarés. L'effet libératoire est ainsi total, offrant une sécurité juridique appréciable. Dans une démarche visant à encourager l'adhésion, l'administration a également décidé de suspendre temporairement les contrôles fiscaux en cours pour les contribuables éligibles. Cette mesure constitue un signal fort, destiné à instaurer un climat de confiance et à favoriser une participation massive à cette opération exceptionnelle. Parallèlement, un dispositif de suivi rigoureux a été mis en place. La DGI a instauré une remontée mensuelle des données à travers ses différentes structures territoriales, permettant d'évaluer en temps réel l'ampleur des régularisations et les recettes générées. Cette approche témoigne d'une volonté de pilotage fin et d'ajustement continu du dispositif. Cette opération s'inscrit dans un contexte économique plus large marqué par une

relative stabilité des indicateurs macroéconomiques. Dans ce cadre, la régularisation fiscale volontaire apparaît comme un levier complémentaire pour renforcer les équilibres budgétaires et soutenir les efforts de formalisation de l'économie. En facilitant l'intégration de ressources circulant hors du système bancaire, estimées à plusieurs milliers de milliards de dinars, elle contribue à améliorer la transparence financière et à élargir les capacités de financement de l'État. L'enjeu dépasse la simple collecte fiscale. Il s'agit, pour les autorités, de poser les bases d'un nouveau rapport entre l'administration et le contribuable, fondé sur la confiance, la transparence et l'incitation. Si le succès de l'opération dépendra du niveau d'adhésion, les premières orientations montrent une volonté affirmée de faire de cette mesure un tournant dans la modernisation du système fiscal algérien.

TRANSPORT DE MARCHANDISES ET DE VOYAGEURS

La SNTF accélère sa modernisation

Par Zahir R.

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) met en œuvre un plan ambitieux visant à renforcer le transport de marchandises et à moderniser le transport des voyageurs. Ce programme inclut l'acquisition de nouvelles locomotives, wagons et rames à grande capacité, avec un budget de 138 milliards de dinars, afin d'améliorer et de moderniser le transport ferroviaire des voyageurs, tout en accompagnant le développement des grands projets industriels et miniers du pays. S'exprimant hier sur les ondes de la radio nationale "Chaîne II", Farid Halliche, directeur chargé de la clientèle à la SNTF, a affirmé que la société ambitionne d'accompagner la dynamique des grands projets miniers et industriels, notamment le transport du minerai de fer, du phos-

phate, des produits sidérurgiques, des carburants, des céréales et des conteneurs. En effet, les volumes transportés devraient passer de 9 millions de tonnes actuellement à 13 millions de tonnes à moyen terme, pour culminer à 75 millions de tonnes à l'horizon 2040. Le transport du minerai de fer issu de la région de Gara Djebilet constitue un axe majeur de cette stratégie, avec des volumes appelés à croître progressivement. De même, le phosphate brut, actuellement exporté, devrait connaître une transformation locale afin de générer davantage de valeur ajoutée, ce qui renforcera les besoins en logistique ferroviaire. Pour répondre à cette demande, l'entreprise prévoit l'acquisition de 160 locomotives de ligne, 15 locomotives de manœuvre et près de 5.000 wagons spécialisés, permettant d'assurer une meilleure prise en

charge des flux logistiques. Concernant le transport des voyageurs, un programme ambitieux de modernisation du parc roulant a été lancé, avec un budget de 138 milliards de dinars dédié à l'acquisition de nouveaux trains, wagons et autorails. Ce plan prévoit l'acquisition de nouvelles rames à grande capacité, le renforcement des trains de banlieue pour les grandes agglomérations et la modernisation des trains grandes lignes. La SNTF transporte actuellement près de 30 millions de voyageurs par an, dont 80 à 85 % dans la banlieue d'Alger, sur des lignes comme Alger-Ténia, Alger-Zeralda et El Affroun. "Notre objectif est d'offrir davantage de confort, de régularité et de sécurité aux usagers, tout en augmentant la capacité de transport pour répondre à la demande croissante", a-t-il souligné.

Ce programme d'acquisition s'inscrit dans une stratégie globale visant à porter le réseau ferroviaire national à près de 12.000 km contre environ 5.500 km aujourd'hui. La planification intégrée combine le développement des infrastructures, le renforcement des moyens matériels et l'adaptation aux besoins économiques. À travers ces investissements, la SNTF entend consolider son rôle de pilier du transport en Algérie, tant pour les marchandises que pour les voyageurs, tout en accompagnant la transition vers un système ferroviaire plus performant, sûr et durable. M. Halliche a également évoqué les perspectives de développement à l'international, notamment avec la Tunisie, seul pays actuellement relié par voie ferroviaire. La SNTF se dit disposée à accompagner les opérateurs économiques dans leurs opé-

rations d'exportation via le rail, en coordination avec les partenaires tunisiens. Des projets sont également envisagés vers le sud, avec une extension potentielle du réseau vers les pays du Sahel, notamment le Niger, dans le cadre d'une vision stratégique visant à positionner l'Algérie comme un hub ferroviaire régional. À travers ces projets, la SNTF s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale de diversification économique, en offrant une alternative logistique performante et durable au transport routier. Le développement du fret ferroviaire, combiné à la modernisation du transport des voyageurs, devrait ainsi contribuer à améliorer la compétitivité de l'économie nationale, tout en répondant aux enjeux de mobilité et d'intégration régionale.

LUTTE CONTRE LA DROGUE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET TRANSITION NUMÉRIQUE

Des dossiers importants examinés par le gouvernement

Synthèse Z R.

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du Gouvernement consacrée à plusieurs dossiers stratégiques, portant sur la sécurité sanitaire, la lutte contre les stupéfiants, l'enseignement coranique et la modernisation des télécommunications. Dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la drogue 2025-2029, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et modalités de motivation à l'identification ou à l'arrestation des auteurs d'infractions liées aux stupéfiants et substances psychotropes. Ce projet de texte vise notamment à consolider les mécanismes de prévention, de dissuasion et de répression de l'usage et du trafic illicites des stupéfiants, en associant les différentes franges de la société dans une démarche inclusive, à travers l'octroi d'intéresse-

ments pécuniaires et autres, aux citoyens qui fournissent des informations permettant l'arrestation des auteurs de ces infractions. Par ailleurs, le Gouvernement a étudié un projet de décret exécutif fixant les spécifications techniques des compléments alimentaires destinés à la consommation humaine et leur encadrement. Fondé sur les directives du programme commun de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé, ce projet de texte vise à combler le vide juridique en matière de sécurité et d'innocuité des compléments alimentaires, pour éviter les conséquences néfastes pour la santé des citoyens. A ce titre, cette nouvelle réglementation détermine les spécifications techniques des compléments alimentaires destinés à la consommation humaine et fixe la liste des vitamines et sels minéraux au-

torisés et leurs doses maximales. La réunion a également porté sur l'enseignement coranique, un patrimoine culturel profondément enraciné dans le pays. Avec plus de 1,25 million d'adhérents encadrés par près de 40.000 encadreurs, l'enseignement coranique fait face à l'essor du numérique. Le Gouvernement a souligné la nécessité d'organiser et de réguler cette activité, à travers un cahier des charges et un accompagnement des acteurs, afin de préserver le référent religieux national et renforcer la cohésion sociale. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le processus de désactivation des réseaux de télécommunications G2 et G3 en Algérie ainsi que l'organisation et sécurisation de l'acquisition des téléphones mobiles pour le marché national. Depuis l'avènement et le déploiement des réseaux 4G et 5G sur le marché national, l'extinction des technologies 2G

et 3G est devenue une nécessité, motivée par des raisons technologiques et économiques, notamment afin de permettre la libération des ressources spectrales et le développement des réseaux plus avancés de la 4G et la 5G, d'une part et la réduction des coûts de l'entretien et de la maintenance des équipements et supports des réseaux 2G et 3G, d'autre part. À ce titre, un plan d'action a été proposé pour la mise en œuvre progressive de la migration vers les nouveaux réseaux et l'extinction définitive des réseaux 2G et 3G à l'horizon 2029. Dans le même cadre, il est impératif d'accompagner ce développement technologique par la mise à niveau de la réglementation en vigueur afin de garantir la disponibilité des téléphones mobiles, tout en faisant face aux risques liés à la cybercriminalité et au fonctionnement des réseaux nationaux de télécommunications.

COSOB-BANQUE MONDIALE

Les perspectives de renforcer la coopération entre les deux parties examinées

Le président de la Commission d'Organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada, a reçu, mardi à Alger, la représentante résidente du groupe de la Banque mondiale (BM) en Algérie, Mme Jamila Hajbai Oglu Jirin, avec laquelle il a examiné les perspectives de renforcer la coopération bilatérale, indique un communiqué de la Commission. Cette rencontre, tenue au siège de la COSOB, en présence de M. Moaz Miaaoui, responsable de la gouvernance pour l'Afrique, et des cadres de la Commission, a été consacrée à "l'examen des perspectives de renforcement de la coopération entre la COSOB, en sa qualité d'autorité de régulation et de supervision du marché financier en Algérie, et le groupe de la Banque mondiale, notamment dans les domaines de la modernisation du marché financier et du développement des mécanismes de financement alternatifs". A cette occasion, M. Bouzenada a présenté un exposé détaillé des principales reforms réglementaires engagées depuis 2023, visant à moderniser le marché financier, lesquelles ont contribué à "une amélioration notable de son activité par rapport aux années précédentes", ajoute le communiqué. M. Bouzenada a également évoqué les nouveaux dispositifs réglementaires ainsi que les mesures incitatives destinées aux startups, en vue de faciliter leur accès à la Bourse, notamment à travers l'exonération des frais d'introduction et la simplification des procédures. De son côté, Mme Oglu Jirin a présenté les principales initiatives internationales portées par le groupe de la Banque mondiale en matière de développement des marchés financiers et d'amélioration de la gouvernance des entreprises, précise le communiqué. Elle a, en outre, exprimé l'intérêt du groupe pour le marché financier algérien, saluant les avancées enregistrées et réaffirmant la disposition de l'institution à accompagner les efforts de développement du marché et à renforcer les perspectives de coopération.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Vers la réalisation d’une usine de médicaments à Ouled Djellal

Le ministre de l’Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a annoncé mardi à Ouled Djellal un projet de réalisation d’une usine de médicaments dans cette wilaya. En marge de sa visite de travail et d’inspection dans cette wilaya, le ministre a précisé que cette usine dont les délais de réalisation ont été fixés à 16 mois produira des médicaments à base des sous-produits des dattes. Le ministre qui était accompagné du wali

d’Ouled Djellal, Abderrahmane Dehimi, et du PDG du groupe Saïdal, Mourad Belkhelfa, a présidé l’inauguration dans la ville d’Ouled Djellal de la première pharmacie relevant du groupe public Saïdal. M. Kouidri a précisé que cette pharmacie est l’une de 829 pharmacies réparties à travers le pays employant 900 pharmaciens et qui appartenaient à l’ex- Entreprise nationale de distribution détail des Médicaments (ENDIMED) et ont été reprises dernièrement par Saïdal.

L’ouverture de cette pharmacie s’inscrit dans le cadre de la relance de l’activité des pharmacies publiques en application " des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la préservation des postes d’emploi et la création d’autres nouveaux, notamment dans les wilayas du Sud ". Le ministre a souligné que cette pharmacie assurera en plus de la vente de médicaments plusieurs autres prestations dont l’accompagnement sanitaire des patients.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Réunion consacrée à l’évaluation des activités de la CACOBATPH

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a présidé, mardi à Alger, une réunion consacrée à l'évaluation des activités de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) , indique un communiqué du ministère. A l'entame de la réunion tenue au siège du ministère, M. Saihi a rappelé que ces réunions d'évaluation visent essentiellement à "faire le point sur la mise en œuvre des instructions données lors des précédentes rencontres, notamment concernant l'amélioration de la qualité du service public conformé-

ment aux attentes des citoyens", précise la même source. Le ministre a, à cette occasion, écouté un exposé exhaustif présenté par le directeur général de la CACOBATPH portant sur "les différentes procédures prises pour renforcer le service public, notamment celles liées à la simplification des procédures administratives et la numérisation des services au profit des catégories affiliées à la caisse, permettant ainsi l'accès aux service et la réduction des délais de traitement". Après un débat approfondi autour des différents aspects liés aux missions et activités de cet organisme, le ministre a donné une série d'instructions, la plus importante étant "la nécessité d'inclure tous les aspects de la gestion, particulièrement les points faibles, afin de permettre à l'administration centrale d'effectuer une évaluation objective et précise, d'identifier les dysfonctionnements et de mettre en place des solutions pour y remédier". Il a également proposé "l'élargissement du champs de la couverture de la

caisse à d'autres secteurs, l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de communication ciblant les catégories concernées par la couverture de la caisse, afin d'améliorer le niveau d'information et de sensibilisation des services offerts". Après avoir souligné l'importance de "la mise en place de toutes les mesures pour éviter le déplacement des usagers vers les guichets", le ministre a appelé à "opter exclusivement pour les services numériques, particulièrement les applications et les solutions via les Smartphone, au regard de l'engouement des citoyens pour ces outils qui offrent facilité et rapidité d'accès aux services". Le ministre a, enfin, réitéré "la nécessité de conjuguer les efforts entre les différentes instances sous tutelle, de rationaliser les dépenses, de renoncer aux investissements coûteux et d'orienter les ressources financières vers l'amélioration des performances et la qualité des services fournis aux usagers".

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة المستهلك ليوم 08 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Avril 2026

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	179	195	163	الطماطم	
	Oignon sec	103	113	94	البصل الجاف	
	Ail sec	935	1047	822	الثوم الجاف	
	Carotte	109	123	95	الجزر	
	Navet	109	124	94	اللفت	
	Choux fleur	163	177	150	قرنبيط	
	Choux	101	113	89	الكرنب	
	Courgette	127	141	113	الكوسة	
	Haricot vert	327	356	298	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	129	145	113	الخس	فواكه طازجة
	Orange	248	295	202	البرتقال	
	Citron	196	222	170	الليمون	
	Pomme locale	438	528	348	التفاح المحلي	
	Datte	490	621	359	التمر	
Produits d’origine animale	Banane	453	474	433	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1968	2123	1812	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	393	408	379	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,06	-0,69	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 146,00	2195,00	+2,19	-1,18	-3,24	10,47	5,69	1000	2 195 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,44	3,97	5,00	0	0,00

PARITÉ DE POUVOIR D'ACHAT ET MAÎTRISE DES PRIX

La résilience de l'économie nationale confirmée en 2026

En 2026, l'économie algérienne confirme sa capacité de résistance dans un environnement international incertain, en s'appuyant sur deux piliers majeurs : la solidité de son positionnement selon la parité de pouvoir d'achat (PPP) et une maîtrise relative des tensions inflationnistes. Les dernières projections du Fonds monétaire international mettent en lumière une trajectoire globalement stable, traduisant une résilience qui tend à s'inscrire dans la durée.

Par S. R.

L'un des indicateurs les plus révélateurs de cette dynamique demeure le classement de l'Algérie parmi les plus grandes économies arabes selon le critère de la parité de pouvoir d'achat. Avec un produit intérieur brut estimé à 915,79 milliards de dollars en 2026, le pays occupé la quatrième place à l'échelle arabe. Ce positionnement reflète une réalité économique plus profonde que celle mesurée aux taux de change nominaux, en intégrant les niveaux de prix locaux et la capacité réelle de consommation. Il met ainsi en évidence la force du marché intérieur et la capacité de l'économie nationale à générer et à redistribuer la richesse. Ce rang conforte également la place de l'Algérie comme acteur économique de premier plan en Afrique du Nord, où elle se positionne comme la deuxième puissance régionale. À l'échelle internationale, son classement parmi les quarante premières économies témoigne d'une montée en puissance progressive, portée par une base productive élargie et par une demande intérieure soutenue. Parallèlement, la stabilité des prix constitue un autre facteur clé de cette résilience. L'inflation devrait se situer autour de 3,9 % en 2026, après avoir été contenue à 3,5 % l'année précédente. Ce niveau relativement modéré, dans un contexte mondial marqué

par des pressions inflationnistes persistantes, traduit les efforts de régulation engagés et contribue à préserver le pouvoir d'achat des ménages. Il renforce également la visibilité économique, un élément déterminant pour la confiance des investisseurs. Sur le plan de la croissance, l'économie algérienne devrait enregistrer une progression de 2,9 % en 2026. Bien que ce rythme marque un léger ralentissement par rapport aux années précédentes, il confirme néanmoins la solidité des fondamentaux macroéconomiques. Cette évolution s'explique en partie par l'ajustement à un environnement extérieur plus contraignant, mais aussi par la transition progressive vers un modèle économique plus diversifié. En effet, la performance enregistrée repose en grande partie sur les retombées positives du secteur énergétique, notamment grâce à une demande soutenue en gaz naturel. Les revenus générés ont permis de renforcer les réserves de change et de financer des projets structurants dans les secteurs des mines et de l'industrie de transformation. Cette orientation s'inscrit dans une stratégie plus large visant à valoriser les ressources nationales et à développer des chaînes de valeur à plus forte intensité industrielle. Dans le même temps, la dynamique de diversification commence à produire ses effets. L'extension des activités hors hydrocarbures,

conjuguée à une amélioration progressive du climat des affaires, contribue à renforcer la capacité productive de l'économie et à réduire sa vulnérabilité aux chocs externes. La taille du marché intérieur et la proximité du seuil du trillion de dollars en PPP renforcent, par ailleurs, l'attractivité du pays pour les investissements étrangers. Certes, certains défis demeurent, notamment en ce qui concerne l'équilibre extérieur, avec un déficit courant attendu autour de 3,8 % du PIB. Toutefois, cette évolution s'inscrit dans une phase de transformation économique, marquée par une augmentation des importations liées aux investissements et au développement de nouvelles filières productives. Dans ce contexte, l'année 2026 apparaît comme une étape de consolidation pour l'économie algérienne. La combinaison d'une inflation maîtrisée et d'un positionnement solide selon la parité de pouvoir d'achat illustre une résilience réelle, soutenue par des choix économiques orientés vers la stabilité et la diversification. Au-delà des chiffres, ces indicateurs traduisent une transformation progressive du modèle économique national. L'Algérie semble ainsi s'inscrire dans une trajectoire ascendante, avec l'ambition de renforcer durablement sa place parmi les économies émergentes les plus influentes de la région.

MALGRÉ UNE LÉGÈRE HAUSSE MENSUELLE DES PRIX

Baisse du rythme de l'inflation en février à 1,2%

Par Reda Hadi

Le rythme de l'inflation a poursuivi sa tendance baissière en février 2026, s'établissant à +1,2 % en glissement annuel, contre 1,3 % en janvier dernier, selon les dernières données de l'indice des prix à la consommation (IPC) de la ville d'Alger. En dépit d'une hausse mensuelle de 0,5 % des prix à la consommation en février, contre +1,4 % en janvier, cette évolution traduit un ralentissement notable de la dynamique inflationniste, comparativement aux niveaux observés une année auparavant. Cette augmentation modérée des prix est prin-

cipalement tirée par les biens alimentaires, qui ont enregistré une hausse de 0,9 %, en nette décélération par rapport au mois précédent (+1,9 %). Dans le détail, les produits agricoles frais ont connu une progression de 1,4 %, impactée notamment par la flambée des prix de la viande de poulet (+20,6 %) et de la viande ovine (+5,5 %). Toutefois, cette tendance haussière a été partiellement atténuée par le recul des prix de plusieurs produits, à l'image des légumes (-7,8 %), des fruits (-3,6 %) et de la pomme de terre (-10,3 %). Les produits alimentaires industriels ont, pour leur part, enregistré une hausse modérée de 0,4 %. En

comparaison annuelle, les prix des biens alimentaires affichent une baisse de 1,6 % en février 2026, portée notamment par le recul des produits agricoles frais (-2,1 %) et des produits industriels (-1,1 %), dont le café (-4,7 %). S'agissant des autres catégories, les prix des biens manufacturés et des services ont évolué respectivement de +0,1 % et +0,2 % sur un mois. En glissement annuel, les produits manufacturés ont enregistré une hausse marquée de 9 %, tandis que les services ont progressé de 0,9 %. Par ailleurs, corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation a également aug-

menté de 0,5 % en février par rapport au mois de janvier. À l'échelle nationale, l'indice général des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,1 % en février 2026 par rapport au mois précédent, avec une progression de 2 % des prix des biens alimentaires. Établi sur la base d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs, l'indice national permet de suivre l'évolution des prix de détail et d'effectuer des comparaisons entre les différentes régions du pays. Cette tendance globale confirme ainsi un ralentissement de l'inflation, malgré des pressions persistantes sur certains produits alimentaires.

TOURISME ÉCOLOGIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'IA

Organisation d'un Hackathon national mi-avril à l'Université d'El-Tarf

L'Université Chadli-Bendjedid d'El-Tarf organisera du 14 au 16 avril un Hackathon national sur le tourisme écologique et les technologies de l'intelligence artificielle (IA), a indiqué, mercredi, le vice-directeur chargé des relations extérieures, Sofiane Sassi. Le même responsable a précisé à l'APS que cet événement scientifique réunira des étudiants de plusieurs wilayas du pays, ainsi que de Tunisie dans le cadre de la convention de jumelage (5+5) entre des universités frontalières algériennes et tunisiennes

sur la coopération académique. Un événement, a ajouté le vice-recteur, qui permettra l'échange de connaissances et consolidera la dimension internationale de l'Université Chadli-Bendjedid. M. Sassi a également indiqué que ce Hackathon "vise à encourager l'innovation chez les étudiants et les porteurs de projets, et à trouver des solutions intelligentes et durables pour développer le secteur du tourisme écologique en utilisant les technologies de l'IA pour promouvoir les destinations touristiques".

Des ateliers de formation et des sessions d'encadrement et d'accompagnement seront organisés lors de cet événement, mettant à contribution des experts et des spécialistes dans les domaines du tourisme écologique et de l'IA. Des projets liés à la thématique développée par ce Hackathon seront présentés et évalués par un jury spécialisé qui sélectionnera les meilleures solutions innovantes. APS

AQUACULTURE

Ensemencement de 80 millions d'alevins à l'échelle nationale en 2026

Près de 80 millions d'alevins seront ensemencés au cours de l'année 2026 dans les différentes wilayas du pays, dans le but de développer la production halieutique et de garantir la sécurité alimentaire, a fait savoir un responsable au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Miloud Teria, a indiqué hier, mardi, dans une déclaration à la presse en marge du lancement de la campagne d'ensemencement des cages flottantes dans la commune de Dellys, à Boumerdes, à laquelle il a assisté en compagnie de la wali Fouzia Naama, qu'il était prévu cette année, l'ensemencement d'environ 80 millions d'alevins à l'échelle nationale.

M. Teria a précisé que dans le cadre des efforts visant à garantir la sécurité alimentaire et à diversifier les sources de production, l'Etat, qui "accorde une importance capitale à l'aquaculture et à la préservation des stocks halieutiques, a adopté une série de mesures d'accompagnement pour encourager les investisseurs à se tourner vers cette activité, d'autant plus que l'Algérie dispose des atouts nécessaires à sa réussite", a-t-il dit.

Il a estimé, dans ce contexte, que les résultats obtenus sur le terrain "reflètent le succès" de cette activité économique, notant que le nombre d'alevins ensemencés est passé de 45 millions en 2024 à 55 millions en 2025 et devrait atteindre 80 millions en 2026.

Le volume de production de poisson en 2025 a dépassé les 7.300 tonnes et devrait se placer à 12.000 tonnes cette année, et à environ 20.000 tonnes l'année prochaine, selon le même responsable qui a noté que les wilayas de Boumerdès et de Chlef constituent "les pôles de la production halieutique nationale".

Dans ce contexte, le directeur général de la pêche et de l'aquaculture a mis en exergue les atouts considérables dont dispose la wilaya de Boumerdès, tant en matière de pêche que de construction navale et aussi en aquaculture.

A noter, des autorisations de création de fermes aquacoles ont été distribuées à l'occasion du lancement de la campagne d'ensemencement à Boumerdès, où il est prévu l'ensemencement de plus de 2,45 millions d'alevins dans les différentes fermes aquacoles en 2026.

R. E.

DJANET

Session de formation sur les bonnes pratiques de traitement et entretien du palmier

Une session de formation sur les bonnes pratiques de traitement et d'entretien du palmier a été lancée dans la wilaya de Djanet, en vue d'améliorer la rentabilité des palmeraies et des exploitations agricoles locales, a-t-on appris mercredi auprès de la Chambre de l'Agriculture (partie organisatrice). Initiée en coordination avec la direction des Services agricoles et l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS), cette formation entre dans le cadre des efforts visant la promotion des techniques agricoles durables. Elle porte principalement sur les méthodes d'entretien des palmiers ainsi que sur la préparation des engrais organiques (compost) à partir des résidus de palmiers. Cette session de formation, lancée mardi, est encadrée par la directrice de la ferme de démonstration de production de semences d'Aghafiane (wilaya d'El-Meghaier), Dr. Halima Khaled, qui s'emploie, à travers cette initiative, à faire bénéficier les participants de son expérience de terrain et à vulgariser les bonnes pratiques agricoles. Le programme de formation de trois jours se poursuivra par un volet pratique dans des exploitations agricoles des communes de Djanet et Bordj El-Haouès, à l'effet de mettre en application les connaissances théoriques acquises et de renforcer les compétences des agriculteurs sur le terrain. L'initiative s'inscrit dans le cadre du soutien au développement agricole en régions sahariennes et de l'exploitation des ressources locales avec des méthodes modernes et durables, selon la même source.

APS

OUARGLA

Plus de 920.000 quintaux de dattes récoltés cette saison

Une production globale de 920.142 quintaux (qx) de dattes a été enregistrée dans la wilaya d'Ouargla, au titre de la saison agricole 2025-2026, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Cette production se répartit entre la variété Deglet Nour avec 377.154 qx, la variété Ghers avec 424.606 qx, celle dite Degla-Beida avec 10.462 qx et les dattes communes e107.920 qx, a détaillé la responsable du service d'organisation de la production et du soutien technique à la DSA, Fatiha Boubekri. Elle est en hausse par rapport à la production de l'an dernier qui s'était élevé à 904.489 qx, répartis entre les variétés Deglet-Nour (368.701 qx), Ghers (421.686 qx), Degla-Beida (9.150 qx) et les dattes communes (104.952 qx), a-t-elle précisé. La hausse de production de dattes est expliquée par un ensemble de facteurs positifs, notamment l'entrée en phase de production de nouveaux palmiers, l'adoption des techniques appropriées de traitement du palmier et une attention accrue accordée aux palmeraies, a ajouté Mme.Boubekri. La wilaya de Ouargla compte un patrimoine phœnicicole de 1.259.632 palmiers de différentes variétés, couvrant une superficie totale de 11.451 hectares, a-t-elle poursuivi. Un total de 1.140.439 palmiers sont productifs avec la variété Ghers comme étant la plus répandue (491.078 palmiers), suivie de Deglet-Nour (485.595), Degla-Beida (17.103) et les autres variétés (146.663 palmiers), selon les données de la DSA.

R E.

PORT D'ANNABA

Exportation de 22.000 tonnes de billettes d’acier vers l’Italie

Une opération de chargement de 22.000 tonnes de billettes d’acier, produites par la société Algerian Qatar Steel (AQS) implantée dans la zone industrielle de Bellara (Jijel), a été entamée mardi au port d'Annaba, en vue de les exporter vers l'Italie, selon un communiqué de l'Entreprise portuaire d'Annaba.

Le document précise que cette opération s’inscrit dans le cadre de l’exécution des instructions du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à améliorer le niveau des services dans les ports nationaux et à fournir le soutien et l'accompagnement nécessaires aux opérateurs économiques actifs dans le domaine de l'exportation hors hydrocarbures, tout en mettant en oeuvre la stratégie du Groupe des ser-

vices portuaires (Serport). L'Entreprise portuaire d'Annaba a mobilisé toutes les ressources humaines et matérielles pour garantir le bon déroulement de l'opération de chargement, en fournissant les conditions adéquates pour un traitement de cette cargaison dans les plus brefs délais, précise-t-on. Le communiqué indique que cette opération, inscrite également dans le cadre du soutien aux exportations nationales hors

hydrocarbures, procède de la détermination à accompagner les opérateurs économiques et à "renforcer la contribution du port d'Annaba dans l'économie nationale, tout en illustrant la capacité de cette infrastructure portuaire à participer à l'amélioration de la compétitivité du produit algérien sur les marchés internationaux, notamment dans le domaine de la sidérurgie".

APS

SOUK AHRAS

D’importants volumes d’eau renforcent le taux de remplissage des barrages d’Oued Djedra et d’Ain Dalia

Les récentes précipitations récemment enregistrées dans la wilaya de Souk Ahras ont permis aux barrages d'Oued Djedra et d'Ain Dalia de recevoir quelque 15 millions de m3 supplémentaires d'eau, a indiqué, mercredi, le directeur de l'hydraulique, Ali Harakmi. Le même responsable a précisé à l'APS que les pluies enregistrées

depuis le mois de février dernier dans la wilaya ont permis d'augmenter le volume stocké dans le barrage d'Oued Djedra, le faisant passer de 28 à 35 millions de mètres cubes. Cet ouvrage hydraulique a reçu, durant cette période, 7 millions de m3, portant son taux de remplissage à 100 %, a souligné M. Ha-

rakmi, ajoutant que le barrage d'Ain Dalia, situé dans la commune de Hanancha, a reçu, quant à lui, un volume de 8 millions de m3 qui porte le volume stocké à 17 millions de m3. Le même responsable a ajouté que ce barrage, dont la capacité de stockage est de l'ordre de 76 millions de m3 est considéré

comme une infrastructure hydraulique vitale dans cette région étant donné que ses eaux alimentent les habitants des communes de Hanancha, de Souk Ahras, de M'daourouch et d'Oued Kebrit au moyen d'un débit quotidien variant entre 23.000 et 26.000 m3.

APS

TIPASA

Nécessité de mise en place de commissions de travail de terrain pour recenser les préoccupations des agriculteurs

Le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoula, a donné, mardi, des instructions portant sur la nécessité de mettre en place des commissions de travail de terrain pour recenser les préoccupations des agriculteurs et les prendre en charge. Ces orientations ont été données lors d'une réunion présidée par le wali, en présence des directeurs de secteurs exécutifs, du président de la Chambre de l'agriculture ainsi que de représentants de banques, d'institutions et

d'organismes concernés par le secteur agricole, dans le cadre du renforcement de la communication avec les agriculteurs et les investisseurs actuant dans ce secteur vital, et de l'écoute de leurs préoccupations. A cette occasion, Benchaoula a appelé les chefs de daïras à recenser l'ensemble des problèmes soulevés par les agriculteurs et à mettre en place des commissions de terrain chargées de s'enquérir de la réalité de ces préoccupations, en vue de proposer des solutions pour y

remédier. Cette rencontre a constitué une opportunité pour le wali, les agriculteurs et les investisseurs, de soulever leurs préoccupations et d'oeuvrer à leur prise en charge à travers l'écoute et l'ouverture du débat avec l'ensemble des parties concernées, un fait de nature à soutenir la dynamique du développement du secteur, à travers la prise de mesures à même d'améliorer la performance du secteur et de renforcer la sécurité alimentaire, a-t-il souligné.

APS

BOUIRA

Vol de câbles électriques à Ath Mansour et Kadiria

Pas moins de 90 foyers ont été privés d'électricité à la suite de nouveaux actes de vol enregistrés dans les communes d'Ath Mansour (Est de Bouira) et Kadiria (Ouest), rapporte mardi un communiqué de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). "De nouveaux actes de sabotage et de vol de câbles électriques ont été enregistrés dimanche sur le réseau électrique, privant pas moins de 90 foyers d'électricité à Ath Mansour et

à Kadiria", a déploré la direction de distribution dans son communiqué. Il s'agit de deux actes de vol, survenus à Tansaoth, à Ath Mansour, ainsi que dans la localité de Guettar, relevant de la commune de Kadiria, comme le détaille le même document. "Dans la localité de Tansaoth, des individus ont volé 2,4 km de câbles électriques en cuivre et un disjoncteur d'un poste transformateur d'une puissance de 160 KVA", est-il précisé.

Les services de la direction de distribution de Bouira sont intervenus sur les lieux du vol et ont effectué les travaux nécessaires pour rétablir l'alimentation électrique des foyers touchés et assurer la continuité du service. Une plainte a été déposée auprès des instances sécuritaires compétentes, conformément aux procédures réglementaires, selon la même source.

R E.

CONSTANTINE

Des projets d’infrastructures publiques pour les quartiers intégrés

La wilaya de Constantine a bénéficié de plusieurs projets de réalisation d'infrastructures publiques visant à renforcer les quartiers intégrés et les pôles urbains émergents, contribuant ainsi à l'amélioration des services offerts aux citoyens et à la satisfaction de leurs besoins et ce, dans le cadre du programme complémentaire additionnel pour l'année 2026, apprend-on mardi auprès des services de la wilaya. Il s'agit, selon la même source, de la réalisation d'un lycée d'une capacité de 1 000 places pédagogiques sur le plan d'occupation du sol (POS) n 08 dans la commune de Ben Badis, un projet destiné à atténuer la

surcharge des classes et à améliorer les conditions d'enseignement pour les élèves, tout en rapprochant cet établissement éducatif des habitants de la région. Par ailleurs, une polyclinique sera érigée dans les sites de 3 200 et 1 300 logements promotionnels aidés (LPA) au pôle urbain Ain Nehas (commune d'El Khroub), afin de renforcer la couverture sanitaire et de rapprocher les services essentiels de près de 30 000 habitants, tout en offrant plusieurs spécialités médicales indispensables aux citoyens, selon les services de la wilaya. Dans le même contexte, une unité de Protection civile sera bâtie au site de 6 000 logements du pôle urbain Abderazak-Bou-

hara (Rebta) dans la commune de Didouche-Mourad, dans le but de renforcer la couverture préventive, d'améliorer la rapidité d'intervention face aux différents types d'incidents, ainsi que de protéger les personnes et leurs biens, a indiqué la même source. A noter que ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des efforts soutenus des autorités publiques pour améliorer le cadre de vie des citoyens, en particulier dans les zones connaissant une expansion urbaine rapide, à travers le développement d'infrastructures publiques essentielles répondant aux préoccupations des habitants et favorisant le développement local.

GUERRE EN IRAN

La Chine fait ses armes en matière de hard power

Les frappes contre l'Iran vont convaincre Pékin de redoubler d'efforts en matière de développement militaire.

Par Deng Yuwen, écrivain et universitaire chinois

L'Iran plie sous le poids de l'offensive américaine, mais la Chine en subit également les conséquences. Du point de vue de Pékin, Washington pourrait bien démontrer bien plus que sa simple capacité à mener une guerre régionale. Si une grande puissance est capable d'utiliser la force militaire et des leviers politiques pour remodeler un régime adverse dans une région clé, tout en maîtrisant les risques, les implications vont bien au-delà de l'Iran lui-même – et pourraient bien nuire à la crédibilité de la Chine en tant que puissance montante.

D'un point de vue moins superficiel, la crise iranienne vient renforcer certains enseignements que Pékin a tirés de plusieurs événements récents, parmi lesquels la situation au Venezuela et la prise de contrôle autoritaire de ports gérés par des entreprises chinoises au Panama. La puissance économique seule ne suffit pas, elle doit s'accompagner d'une puissance militaire crédible. Ce n'est que lorsque les capacités militaires des grandes puissances atteindront un niveau quasi égalitaire qu'il deviendra plus difficile pour Washington d'imposer des sanctions ou d'exercer une pression coercitive sans se soucier des conséquences. Cette prise de conscience renforcera probablement la détermination de Pékin à renforcer son armée, en particulier en matière de capacité de dissuasion et de frappe à longue portée.

On présente souvent l'Iran comme un allié de la Chine. En réalité, leurs relations ne sont pas aussi étroites que le supposent parfois les observateurs extérieurs. L'Iran n'en reste pas moins un pilier important de la stratégie chinoise au Moyen-Orient. Si les États-Unis parviennent à démanteler ce pilier dans une région étroitement liée à l'approvisionnement énergétique et à l'influence diplomatique de la Chine, et ce à un coût relativement faible, les répercussions ne se limiteront pas aux intérêts immédiats de la Chine dans la région. Mais surtout, cela inciterait les pays, en particulier ceux du Sud qui sont mécontents de la domination américaine, à se demander si le rapprochement avec la Chine offre une quelconque garantie de sécurité significative. C'est pourquoi la crise iranienne touche un point sensible à Pékin.

La vive réaction de la Chine, qui s'est traduite par les critiques cinglantes du ministre des Affaires étrangères Wang Yi à l'égard de Washington, doit être entendue moins comme une indignation idéologique que comme une prise de conscience, par mesure de défense, des réalités liées à la rivalité entre grandes puissances.

L'influence de la Chine à l'étranger repose aujourd'hui principalement sur sa présence économique et une coopération politique plutôt que sur des alliances militaires. Cette influence peut s'étendre en période de paix relative, mais dans un contexte de rivalité entre grandes puissances, elle révèle une faiblesse majeure : lorsque Washington utilise le hard power (la force), la Chine est rarement en mesure d'offrir un soutien sécuritaire comparable. Les États-Unis ont la capacité de remodeler les régimes dans des régions stratégiquement importantes, ce que la Chine n'est actuellement pas en mesure d'empêcher. Il est peu probable que Pékin reste totalement passive face à une guerre contre l'Iran. Cependant, l'approche de la Chine, contrainte par ses propres limites et par l'image diplomatique qu'elle s'est forgée, ne ressemblera pas à celle d'une alliance militaire se précipitant pour défendre un partenaire. Elle suivra plutôt une logique pragmatique : la Chine ne mènera pas la guerre de l'Iran, mais elle s'efforcera d'alourdir encore davantage la facture financière pour les États-Unis dans leurs efforts visant à remodeler l'Iran.

La véritable ligne rouge pour Pékin n'est pas de savoir si le régime iranien finira par survivre, ce que la Chine n'a sans doute guère le pouvoir d'empêcher, mais si l'Iran sera rapidement et sans heurts intégré dans un ordre régional dominé par les États-Unis. À l'heure actuelle, cette perspective semble peu probable, mais si cela devait se produire, cela serait stratégiquement plus préjudiciable à la Chine que la chute de n'importe quel gouvernement pris isolément.

Concrètement, la réponse de Pékin devrait prendre la forme d'une intervention à plusieurs niveaux et modulable. Tout d'abord, la Chine pourrait continuer à acheter de l'énergie à l'Iran et proposer d'autres modalités de paiement afin de lui laisser une marge de manœuvre économique, évitant ainsi à Téhéran d'être économiquement asphyxié à court terme.

La Chine continuera de contester ce discours sur les scènes diplomatique et multilatérale, en présentant l'opération américaine comme une violation de souveraineté et un acte déstabilisateur dans la région, affaiblissant ainsi sa légitimité internationale. Elle pourrait aussi fournir certaines formes de « biens publics de sécurité » : opérations d'escorte maritime, aide à l'évacuation ou mesures plus larges visant à protéger les voies maritimes, démontrant ainsi qu'elle maintient une présence dans la région et qu'elle n'est pas seulement un acteur économique.

Enfin, Pékin pourrait exercer des pressions dans d'autres domaines politiques et d'autres régions, contraignant Washington à payer un prix stratégique plus élevé pour ses opérations au Moyen-

Orient. Si la guerre s'éternise et s'enlise, on ne peut pas totalement exclure que la Chine puisse, par l'intermédiaire de tiers, fournir à l'Iran certaines formes de soutien concret, notamment des équipements plus avancés liés aux missiles ou à la défense aérienne. Leur objectif ne serait pas de garantir la survie du régime iranien, mais de ralentir et de compliquer la tentative de Washington de refaçonner l'ordre régional, préservant ainsi l'élasticité du réseau de partenariats plus large de la Chine.

Les tensions structurelles mises en évidence par la crise iranienne ne manqueront pas de se répercuter sur les relations entre les États-Unis et la Chine dans leur ensemble, et elles pourraient modifier la teneur de la visite prévue du président américain Donald Trump en Chine à la fin du mois de mars. Bien que le gouvernement chinois n'ait pas officiellement confirmé cette visite, s'il n'y avait pas eu la guerre actuelle, il ne faisait guère de doute que cela se serait déroulé comme prévu.

Il se peut que Pékin consente encore à cette visite, mais il cherchera probablement à limiter l'impact politique positif qui pourrait en découler. Une rencontre qui aurait pu se concentrer sur les frictions commerciales et les négociations transactionnelles sera finalement éclipsée par des préoccupations sécuritaires et les tensions régionales. L'ordre du jour pourrait passer d'un sommet de négociation à une forme de dialogue de gestion de crise. Les dispositions protocolaires, l'image publique et toute déclaration commune seront probablement soumises à une grande retenue afin de ne pas fournir à Trump l'occasion de se vanter d'un accord triomphal avec la Chine.

Pour Pékin, faire des concessions économiques ou politiques majeures au profit de Washington alors que les deux parties sont engagées dans une rivalité stratégique au sujet de l'Iran compromettrait à la fois son message interne et sa diplomatie envers les pays du Sud. Par conséquent, l'approche la plus plausible pour la Chine consiste à maintenir le contact tout en tempérant les attentes. Il s'agira d'une rencontre visant à gérer les tensions plutôt que d'une avancée majeure destinée à célébrer la coopération.

La Chine fait depuis longtemps l'objet de sanctions américaines, en partie en raison d'une asymétrie des coûts : le fardeau économique des sanctions peut être réparti à l'échelle mondiale, tandis que le coût des représailles pèse souvent plus lourdement sur la Chine elle-même. Si la Chine venait à acquérir une influence mondiale et des capacités de représailles dans tous les domaines comparables à celles des États-Unis, ce rapport de coûts s'en trouverait modifié. Washington aurait alors plus de mal à considérer les sanctions comme un instrument peu coûteux pouvant être in-

tensifié à volonté.

Les sanctions ne disparaîtraient pas, mais leur ampleur serait limitée par la dissuasion. Les États-Unis devraient les appliquer de manière plus sélective, par paliers, et en prévoyant des voies de sortie plus clairement indiquées. La même logique s'applique aux efforts déployés par la Chine pour protéger son réseau de partenaires : privée de hard power dissuasif, il lui sera difficile d'empêcher une puissance extérieure de remodeler ses propres partenaires à moindre coût. À défaut de capacité de représailles transfrontalières, il est difficile de modifier le calcul stratégique qui sous-tend toute intervention. Le renforcement de la puissance militaire et le développement d'une résilience face aux sanctions deviennent donc, pour Pékin, non seulement des questions de défense, mais aussi des enjeux de crédibilité.

En fin de compte, la crise iranienne met en lumière un paradoxe plus profond lié à l'ascension de la Chine. Plus ses intérêts à l'étranger s'étendent, plus ceux-ci sont exposés aux pressions dans un monde marqué par la rivalité entre grandes puissances. Les protéger exige non seulement des capacités économiques, mais aussi un hard power crédible et une résilience institutionnelle. Les ajustements à long terme de Pékin se précisent : renforcer sa présence en haute mer et sa présence militaire à longue portée afin d'assurer un approvisionnement sécurisé et durable dans des régions clés ; mettre en place des mécanismes financiers et logistiques alternatifs pour réduire la vulnérabilité aux sanctions ; et développer des capacités de dissuasion dans tous les domaines afin de rendre plus coûteuses les tentatives visant à remettre en cause les partenariats de la Chine.

La Chine n'a pas besoin de mener des guerres au nom de ses partenaires. En revanche, elle doit convaincre le reste du monde que le fait de coopérer avec elle ne place pas les pays dans un vide sécuritaire. Si Washington tente de démanteler les soutiens extérieurs de la Chine, cela lui coûtera cher sur le plan stratégique. Ce n'est que lorsque cette perspective deviendra crédible que les intérêts de la Chine à l'étranger et son réseau de partenariats connaîtront une véritable stabilité. À l'ère où les grandes puissances se livrent à nouveau à une rivalité acharnée, les intérêts à l'étranger et la crédibilité des partenariats ne peuvent reposer uniquement sur une présence économique ou des déclarations politiques. Ils doivent en fin de compte être soutenus par des capacités que les autres considèrent comme pouvant être mobilisées.

Source : Foreign Policy, publié le 09-03-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

CONSEIL DE
COOPÉRATION DU
GOLFE QATAR
**Qatar Tourism
participe à la
réunion
extraordinaire
des ministres en
charge du
Tourisme**

Qatar Tourism a participé aujourd’hui à la réunion extraordinaire des ministres responsables du tourisme des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), tenue par visio-conférence. La réunion, à laquelle a participé Son Excellence M. Saad bin Ali Al Kharji, président de Qatar Tourism, a porté sur les évolutions récentes de la situation régionale et leurs potentielles répercussions sur le secteur touristique des pays membres du CCG. Dans un communiqué, Qatar Tourism a indiqué que les ministres ont réaffirmé la continuité des activités touristiques dans les pays du Golfe, mettant en avant les atouts des destinations régionales, notamment des infrastructures modernes, une grande efficacité opérationnelle et un système de services touristiques garantissant la stabilité et la pérennité du secteur. Ils ont en outre rappelé que les destinations du Golfe resteront des lieux touristiques sûrs et de qualité, confirmant la préparation du secteur touristique des pays du Conseil et sa capacité à évoluer tout en maintenant sa dynamique de croissance. R I.

ÉGYPTE

Les Banques privées à la recherche de liquidités

Alors que la Banque Centrale a décidé de maintenir tels quels les taux d’intérêt, certaines banques privées ont opté pour une hausse afin d’attirer les liquidités.

Par R I/Agence

La Banque Centrale d’Egypte (BCE) a décidé de maintenir le taux d’intérêt sur le dépôt et celui sur l’emprunt à 19 % et 20 % respectivement. A l’issue de sa deuxième réunion de l’année, tenue le 2 avril, le Comité de politique monétaire a attribué cette décision à l’état d’incertitude qui règne sur le marché mondial en raison de l’escalade du conflit entre l’Iran et les Etats-Unis. « Cet état d’incertitude a incité les Banques Centrales à maintenir leurs taux directeurs et à ralentir le cycle d’assouplissement monétaire », indique un communiqué de la BCE. Bien que la décision de fixation des taux d’intérêt soit conforme à 80 % aux estimations des banques d’investissement, elle contredit la tendance de certaines banques privées qui ont adopté une politique restrictive fondée sur la hausse des taux d’intérêt sur les dépôts bancaires. C’est notamment le cas de la banque privée QNB Egypte, qui a annoncé fin mars une augmentation de 0,5 % du taux d’intérêt de son certificat d’épargne First Plus à trois ans, portant ainsi le rendement annuel à 17,25 %, avec des versements mensuels. L’investissement minimum pour ce certificat est de 5 millions de L.E. « Les banques privées ont commencé, dès le début de cette année, à adopter une politique restrictive basée sur la hausse des taux d’intérêt sur les dépôts bancaires et sur le lancement de nouveaux certificats d’épargne offrant des rendements supérieurs aux taux fixés pour les certificats des banques publiques. Cette tendance s’inscrit dans le cadre des efforts de ces banques pour attirer les liquidités provenant de l’arrivée à échéance des certificats à haut rendement (27 % et 23 %), ce qui redessine la carte de la répartition des liquidités au sein du système bancaire »,

explique à l’Hebdo le directeur d’une filiale de banque privée ayant requis l’anonymat. Il ajoute que l’arrivée à échéance des certificats à haut rendement a intensifié la concurrence entre les banques pour attirer les liquidités. « C’est pourquoi les banques privées ont poursuivi cette démarche même après la décision de la BCE de baisser ses taux directeurs de 1 %, prise lors de sa première réunion de 2026, tenue le 12 février, pour passer de 20 % à 19 % actuellement. Les banques privées ont restructuré leurs produits d’épargne afin de répondre à leurs besoins de financement et au coût des fonds, dans un contexte de reprise relative de la demande de crédit », renchérit-il. La BCE a adopté, depuis avril 2025, une politique monétaire expansionniste entraînant une réduction du taux d’intérêt sur le dépôt de 8,25 %, passant ainsi de 27,25 % en avril 2025 à 19 % actuellement. Face à ces réductions, différentes banques ont commencé, dès le début de cette année, à lancer de nouveaux produits financiers à des taux d’intérêt supérieurs à ceux des banques publiques, dont le maximum atteint 18 % pour les certificats à rendement mensuel fixe et 19 % pour les comptes d’épargne. De même, certaines banques ont réduit le montant minimum d’investissement dans les certificats d’épargne afin d’attirer davantage de clients et de liquidités. C’est le cas de la première banque privée en Egypte, la CIB, qui a annoncé début avril sur son site électronique la réduction du montant minimum d’investissement dans deux types de certificats : de 5 millions de L.E. à 1 million de L.E. pour le certificat Premium, offrant un rendement mensuel de 17,25 %, et de 100 000 à 50 000 L.E. pour le certificat Prime, offrant un rendement mensuel de 15 %. La directrice du département de recherche de la banque d’investissement Prime Hol-

ding, Walaa Mosalam, explique à l’Hebdo que les banques privées optent pour la hausse des taux d’intérêt sur leurs produits bancaires comme alternative à une augmentation officielle du taux directeur.

Une politique monétaire prudente

« A l’heure actuelle, la BCE devrait attendre et observer l’évolution de la guerre entre l’Iran et les Etats-Unis avant de décider de relever les taux d’intérêt », commente-t-elle, ajoutant que la prolongation du conflit inciterait sans doute la BCE à relever ses taux. Une prévision partagée par la directrice du département de recherche de la banque d’investissement Naeem Holding, Salma Taha Hussein, qui a indiqué dans son rapport adressé à l’Hebdo que « compte tenu de la combinaison des risques inflationnistes croissants, des pressions sur le taux de change du dollar face à la livre égyptienne et de l’incertitude géopolitique accrue, la BCE adoptera une approche wait and see en maintenant ses taux directeurs inchangés », souligne-t-elle. Selon la note de Naeem, la livre égyptienne s’est fortement dépréciée (soit 10 % depuis le déclenchement de la guerre), pour atteindre 54,3 L.E. à l’achat et 54,4 L.E. à la vente. « Cette dépréciation intervient dans un contexte de sorties de capitaux étrangers (670 millions de dollars de capitaux spéculatifs) et d’une aversion croissante au risque à l’échelle mondiale. La fermeture ou la perturbation de voies maritimes essentielles, ainsi que la suspension des crédits documentaires pour certaines importations accentuent les tensions sur le marché des changes et les frictions commerciales. Ces événements accroissent le risque d’inflation importée, justifiant ainsi une politique monétaire prudente », selon la note de Naeem.

AU MOYEN-ORIENT

Le dessalement au cœur des enjeux stratégiques de l’eau

Dans un contexte régional marqué par des tensions géopolitiques et la raréfaction des ressources hydriques, le dessalement s’impose comme un outil stratégique : les pays du Golfe, où il joue un rôle central, doivent relever des défis croissants liés à la protection des infrastructures, à l’augmentation de la population et à la demande industrielle. Pour répondre à ces enjeux, les pays du Golfe investissent massivement dans les infrastructures de dessalement, en cohérence avec leurs stratégies nationales, leurs objectifs de croissance et leurs visions de développement à long terme. Ces projets font partie intégrante des plans visant à renforcer la sécurité hydrique et à soutenir l’expansion économique de la région. À la tête de Veolia, Estelle Brachlianoff insiste sur la résilience du secteur face à ces enjeux. « Aujourd’hui, l’ensemble des activités de dessalement de Veolia se poursuivent et le service est assuré », affirme-t-elle lors d’un entretien ac-

cordé à Arab News en français. Dans une région où l’accès à l’eau constitue un enjeu majeur pour les économies et les populations, ces installations sont « considérées d’intérêt national ». Elle souligne également que la sécurité des équipes, l’intégrité des infrastructures et la continuité des opérations font l’objet d’une vigilance constante, afin de garantir un approvisionnement stable malgré les risques. Pour limiter les risques, les réseaux de dessalement sont conçus pour être robustes et interconnectés, permettant aux usines de se substituer les unes aux autres si nécessaire et intégrant des capacités de stockage pour assurer la continuité du service, explique Brachlianoff. Cette configuration multi-site et la coordination avec les autorités locales sont essentielles pour protéger une ressource critique dans un environnement où la sécurité des infrastructures est stratégique. Le dessalement représente une part si-

gnificative de l’eau potable dans les pays du Golfe : 42 % aux Émirats arabes unis, 70 % en Arabie saoudite, 86 % à Oman et 90 % au Koweït, selon une note de l’Institut français des relations internationales (Ifri) de 2022. « Le dessalement est aujourd’hui capital pour l’approvisionnement en eau des pays du Golfe », précise Brachlianoff, en soulignant le rôle central de cette technologie face à la pression démographique et industrielle. Pour répondre aux contraintes énergétiques, le secteur a réduit significativement sa consommation d’électricité. « Sur les dix dernières années, nous avons réussi à diviser par trois la consommation énergétique nécessaire à la production d’un mètre cube d’eau dessalée », ajoute-t-elle. La transition vers les énergies renouvelables progresse également : à Sur, à Oman, un champ solaire alimente désormais l’usine de dessalement à 100 % en période diurne, faisant d’elle la première usine au monde fonctionnant

ainsi. Cette initiative pourrait être dupliquée dans d’autres pays de la région, dans le respect des réglementations locales. Ces avancées rendent le processus plus efficace, modulable et respectueux de l’environnement, tout en permettant aux pays de mieux aligner leurs infrastructures sur leurs visions nationales de développement et de croissance. Le marché du dessalement est en pleine expansion. « Le marché devrait accélérer sa croissance au cours des cinq prochaines années, principalement au Moyen-Orient, en Asie-Pacifique et dans certains pays d’Europe, avec une capacité prévue d’environ 40 millions de m³ par jour », note Brachlianoff. La demande varie selon les territoires : certains privilégient de grandes installations centralisées, comme les usines de Mirfa 2 et Hassyan aux Émirats arabes unis, tandis que d’autres optent pour des solutions plus compactes ou modulaires.

Agence

NUMÉRIQUE

L’Afrique enregistre la plus forte croissance du nombre de développeurs de logiciels dans le monde

Alors que les technologies numériques transforment de plus en plus les économies et les sociétés, le rapport souligne que le renforcement de la base de développeurs sur le continent peut influencer positivement les trajectoires d’innovation à long terme.

L’Afrique émerge comme un contributeur en pleine ascension au vivier mondial de développeurs de logiciels, même si elle reste encore à la traîne par rapport à d’autres régions de la planète en termes de nombre absolu de ces talents technologiques, selon un rapport publié le mardi 24 mars par le cabinet de conseil Boston Consulting Group (BCG). Intitulé « Develop the Developers : A Strategic Priority for Africa », le rapport précise que le nombre de développeurs de logiciels africains a progressé à 21 % par an en moyenne par an entre 2019 et 2024. Le continent a ainsi enregistré la plus forte croissance comparativement à toutes les autres régions du monde : Asie (16,6 % en moyenne par an), Europe (11,3 %), Amérique du Nord (9,2 %), Amérique latine (19,8 %), Océanie (2,2 %). En termes de nombre absolu de développeurs, l’Afrique ne comptait cependant que 4,7 millions de talents spécialisés contre 73,9 millions pour l’Asie, 27,5 millions pour l’Europe, 24 millions pour l’Amérique du Nord, 8,3 millions pour l’Amérique latine et 2,2 millions pour l’Océanie. Le rapport, qui s’appuie essentiellement sur les données du service d’hébergement et de gestion de développement de logiciels GitHub, utilise le terme « développeurs » au sens large pour désigner toute personne possédant des compétences en développement logiciel et en programmation, et non pas uniquement les ingénieurs logiciels professionnels sous contrat. L’analyse inclut ainsi les étudiants, les chercheurs et les autodidactes qui participent activement à la création, à la collaboration ou à l’apprentissage dans le domaine du logiciel. En Afrique comme ailleurs, l’importance de la communauté des développeurs se reflète

principalement dans le nombre de développeurs pour 1 000 habitants, un indicateur qui rend compte de « l’intensité de codage » et de l’intérêt pour la création de logiciels par rapport à la taille de la population. Dans ce chapitre, les disparités sont frappantes sur le continent. À titre d’exemple, le Nigeria, qui en est le pays le plus peuplé avec environ 237,5 millions d’habitants en 2025, comptait moins de développeurs pour 1000 habitants que le Kenya, dont la population se limitait à 57,5 millions.

La Tunisie, le Kenya et le Maroc en leaders régionaux

Les principales raisons de ces disparités perceptibles entre les pays africains sont liées à des facteurs tels que les choix politiques dans le domaine du numérique, les performances des systèmes éducatifs, la disponibilité des pôles technologiques et le taux de pénétration d’Internet. Si l’Afrique du Sud, l’Égypte et le Nigeria comptent le plus grand nombre absolu de développeurs (plus de 500 000 développeurs pour chaque pays), ce sont des pays comme l’Éthiopie et l’Angola qui ont enregistré la croissance la plus rapide entre 2019 et 2024, partant d’un niveau très bas. Les pays qui se distinguent comme leaders technologiques régionaux, tant en termes d’ampleur que de croissance, sont la Tunisie, le Kenya et le Maroc. Le Maroc occupe une position solide, tant par la taille que par la densité de sa communauté de développeurs. Il accuse cependant un retard dans la croissance de son vivier de développeuses. En 2024, moins de 12 % des développeurs marocains étaient des femmes, un chiffre comparable à celui de l’Égypte. En termes de pourcentage de développeuses (24 %) et

de trajectoire de croissance dans ce domaine, la Tunisie a été en tête à l’échelle continentale au cours de la décennie 2015-2024, loin devant le Rwanda, le Nigeria et le Kenya. Sur un autre plan, la corrélation entre le nombre de développeurs et le nombre de publications scientifiques spécialisées est évidente. Le Maroc et l’Égypte, qui affichent le plus grand nombre de développeurs pour 1 000 habitants sur le continent, comptaient le nombre de publications scientifiques le plus élevé en 2020. Cela montre que des communautés de développeurs dynamiques sont associées à des écosystèmes de recherche plus solides, à des filières d’innovation et à des capacités de production technologique. Indiquant que le développement logiciel et les capacités en matière d’intelligence artificielle (IA) sont désormais essentiels à la compétitivité numérique et à la croissance économique à long terme, le rapport révèle par ailleurs que la plupart des développeurs africains spécialisés dans l’IA, l’apprentissage automatique (ML) et la science des données (DS) sont concentrés en Afrique du Nord et au Kenya. Alors que la proportion moyenne de développeurs en IA, ML et DS en Afrique est de 13,9 %, elle se situe entre 15 % et 20 % dans des pays comme l’Algérie, le Maroc, la Tunisie, l’Égypte et le Kenya. Cette spécialisation dans l’IA est le résultat direct de politiques qui ont mis l’accent sur le renforcement de l’enseignement des STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques), l’amélioration des compétences linguistiques et l’exploitation d’une infrastructure universitaire et de recherche solide.

Agence

TOGO

Vers une assurance maladie complémentaire pour élargir l’AMU ?

Au Togo, les autorités sanitaires explorent la mise en place d’une assurance maladie complémentaire à l’Assurance maladie universelle (AMU). Depuis hier mardi 7 avril 2026, un séminaire de formation réunit à cet effet à Lomé, compagnies d’assurance, mutuelles et organismes gestionnaires pour définir les bases opérationnelles du dispositif. Il s’agirait notamment de combler les limites du panier de soins de base de l’AMU, en vigueur depuis janvier 2024. « Les assurances complémentaires ont un rôle déterminant à jouer pour couvrir les prestations non incluses dans le panier de soins de base », a indiqué le secrétaire général du ministère de la Santé, Dissaliba Winga. Les travaux portent sur plusieurs modules, conception des produits, principes de tarification, gouvernance et gestion des risques. L’objectif est d’outiller les acteurs pour assurer la viabilité financière et opérationnelle des futurs régimes. Pour le formateur Saâd Taoujini, la question dépasse le cadre technique. En effet, explique-t-il en substance, soulignant la nécessité d’un mécanisme complémentaire adapté, tous les actes ne sont pas remboursés. « Il y a des produits qui ne sont pas remboursables et partout c’est comme ça ». La soutenabilité du système reste un point central, selon l’expert. Les discussions abordent à cet égard, les niveaux de cotisation, les risques de fraude et la capacité contributive des populations. « Est-ce que le pouvoir d’achat des populations peut supporter un seuil élevé de prélèvements ? », a interrogé le formateur. Au-delà de la formation, les autorités attendent des recommandations opérationnelles pour structurer ce segment du marché ; ceci afin d’assurer une articulation efficace entre assurance publique et offre privée. L’objet à terme est d’élargir la couverture au sein de la population, tout en maîtrisant les coûts et les risques.

R I.

PISCICULTURE

Cameroun veut produire 25 000 tonnes de poisson pour desserrer l’étau des importations d’ici 2029

Financé à hauteur de 1,2 milliard de FCFA par la coopération japonaise, le Projet de promotion de la filière pisciculture continentale au Cameroun (Profip) ambitionne de porter la production à 25 000 tonnes d’ici 2029. Un objectif qui, sans combler le déficit national, s’inscrit dans la stratégie de réduction de la dépendance extérieure en produits halieutiques. Le Cameroun veut renforcer sa production locale de poisson pour réduire sa dépendance aux importations. C’est l’un des objectifs assignés au Projet de promotion de la filière pisciculture continentale au Cameroun (Profip), financé par la coopération japonaise et présenté le 1er avril 2026 au ministre de l’Élevage, des Pêches et des Industries animales.

Selon une communication du ministère, les coopérants japonais ont indiqué que le projet vise, de manière globale, à accroître la production piscicole nationale de 10% par rapport à l’année précédente. À l’horizon 2029, date de clôture du programme, le Profip pourrait ainsi permettre d’atteindre une production de 25 000 tonnes de poisson. L’enjeu est de taille. D’après les données du ministère, la consommation nationale de produits halieutiques a dépassé 476 000 tonnes en 2024. Or, 48% de ce volume provenait des importations. En clair, la production locale reste insuffisante pour couvrir la demande, avec un déficit estimé à environ 225 000 tonnes. Cette même année, le pays aurait consacré près de 95 milliards de FCFA à l’importation de produits ha-

lieutiques. Dans ce contexte, le Profip apparaît comme un instrument d’appui à la souveraineté alimentaire, même si son apport restera, à lui seul, loin de résorber le déficit national. Le projet vise surtout à structurer durablement la filière piscicole continentale, considérée comme l’un des relais possibles de la substitution aux importations. Pour y parvenir, environ 700 unités piscicoles devraient être structurées d’ici à la fin du projet. Le programme entend améliorer l’accès aux alevins, aux aliments de qualité et aux techniques d’élevage adaptées. Le ministère précise que cette montée en compétence reposera sur un dispositif de formation articulé autour de formateurs privés préalablement encadrés par le projet, avec pour ambition de diffuser de meilleures pratiques dans la filière.

Plus de 70% des participants devraient ainsi accéder à des techniques piscicoles appropriées. Le volet formation prévoit au total 16 ateliers dans les quatre régions ciblées par le projet : le Centre, le Littoral, l’Ouest et le Sud. Quatre sessions sont programmées par région, pour 20 participants chacune, soit 320 bénéficiaires au total. Lancé officiellement en juillet 2025, le Profip est financé à hauteur de 1,2 milliard de FCFA par la coopération japonaise. Au-delà de l’objectif de production, le projet traduit la volonté des pouvoirs publics de consolider une filière encore peu structurée, mais jugée stratégique pour contenir la facture des importations et améliorer, à terme, l’offre locale en poisson.

Agence

POINT-MARCHÉS

Rebond de soulagement en Europe pour saluer la trêve entre les USA et l’Iran

Les Bourses européennes progressent à l'unisson mercredi à mi-séance, soutenues par les espoirs de détente au Moyen-Orient suite au cessez-le-feu conclu dans la nuit entre les Etats-Unis et l'Iran, un développement favorable qui relance l'appétit pour le risque sur les marchés après 40 jours d'hostilités.

Paris, le CAC 40 bondit de 4,2% à 8 241,7 points vers 12h00. A Francfort, le DAX prend 4,5% et à Londres, le FTSE 100 s'adjudge 2,5%. L'indice Euro STOXX 50 de la zone euro progresse de 4,6% et l'indice pan-européen élargi, le STOXX 600, grimpe lui de 3,6%. L'appétit des investisseurs pour les actifs risqués fait un retour en force après la trêve de deux semaines décidée par Washington et Téhéran, qui laisse penser aux professionnels que le pic d'incertitude lié au conflit est désormais passé. "Alors que l'agressivité dans la rhétorique était encore montée d'un cran hier entre les Etats-Unis et l'Iran, l'annonce d'un cessez-le-feu accepté par toutes les parties est une surprise de taille", réagit Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marché chez IG France.

Des risques structurels toujours présents

D'autres analystes préfèrent cependant évoquer un simple "rebond de soulagement", mais pas encore un retour total à la normale. "Il est encore trop tôt pour crier victoire", juge Stephen Dover, directeur du Franklin Templeton Institute. "Le bon cadre d'analyse est celui d'un rebond de soulagement dans un premier temps, suivi potentiellement d'une revalorisation par la suite", tempère le spécialiste. "Il s'agit d'une pause, et non d'un retour à la case départ", confirme Charu Chanaana, la stratéliste en chef de Saxo. "Un soulagement tactique peut se poursuivre à court terme, mais les risques structurels liés au pétrole, à l'inflation et à la géopolitique n'ont pas disparu", souligne-t-elle. Pour bon nombre d'observateurs, l'amélioration de la situation reste conditionnée à la réouverture du détroit d'Ormuz, une route vitale pour le transport pétrolier. "Si le cessez-le-feu de deux semaines tient et qu'un compromis permet la

réouverture du détroit, le choc économique mondial lié à ce conflit devrait rester maîtrisable", estime Michael Langham, économiste chez Aberdeen Investments. L'optimisme quant à l'apaisement des tensions dans cette région clé de l'approvisionnement en énergie pousse dans l'immédiat les prix du pétrole à la baisse. Les cours du brut creusent leurs pertes, à moins de 94 dollars le baril pour le Brent (-14%) et 95,3 USD (-15,6%) pour le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI). A Wall Street, les contrats à terme sur les principaux indices américains signalent pour l'instant une ouverture en progression de 2,5% à 3,5%.

L'aérien et le tourisme en première ligne, les matières premières aussi

En Europe, les valeurs du tourisme comme TUI (12%) ou de l'aérien telles que easyJet (11%) et Lufthansa (11%) sont parmi les premières à bénéficier de la trêve au Proche-Orient et de la baisse des prix du carburant. Le secteur des ressources de base - qui avait pâti de la montée des craintes d'un ralentissement de l'économie ces dernières semaines - signe également l'une des meilleures performances sectorielles du jour, avec des gains de plus de 12% pour Antofagasta à Londres et 11,3% pour ArcelorMittal à Paris. A la baisse, les valeurs pétrolières décrochent logiquement dans le sillage de la chute du brut : Equinor abandonne 12,4%, Repsol 7,7%, TotalEnergies 5,5% et Shell 5,3%. Sur le marché obligataire, les rendements des emprunts d'Etat des principaux pays de la zone euro s'inscrivent tous en baisse, de l'ordre de 15 points de base pour celui du Bund allemand à dix ans (2,93%) et de 21 points pour ceux des titres à dix ans français (3,57%). Ce mouvement de détente reflète le reflux des inquiétudes suscitées par la re-

montée des tensions inflationnistes avec la récente flambée du pétrole, qui a pour effet de conduire à une révision des anticipations concernant les prochains mouvements des banques centrales. Alors que les marchés commençaient à anticiper la possibilité de voir la BCE et la Fed relever leurs taux dans les mois à venir, l'annonce d'un cessez-le-feu renforce à nouveau la probabilité de voir les banques centrales assouplir leur politique monétaire cette année. La perspective d'une baisse des taux aux Etats-Unis au cours des prochains mois

fait aussi baisser le dollar, qui cède près de 0,7% face à l'euro. La monnaie unique remonte ainsi autour de 1,1680 face au billet vert. L'or s'arroge 2,7% à 4 810,3 USD l'once, porté par la détente des rendements obligataires et des anticipations de taux américains moins restrictives, mais aussi par son statut de valeur refuge et par les achats continus de la banque centrale chinoise. Les investisseurs attendent désormais les minutes de la Fed, qui paraîtront ce soir, pour fixer la suite du mouvement.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Avril 2026

Valeur : 08 Avril 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.8263	132.8413
1	EUR	EURO		153.5074	153.5513
1	GBP	POUND STERLING		175.9522	176.0187
100	JPY	JAPANESE YEN		83.2976	83.3331
1	CNY	CHINESE YUAN		19.2983	19.3016
1	CHF	SWISS FRANC		166.5325	166.6348
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.3938	95.4320
1	DKK	DANISH KRONE		20.5410	20.5503
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.1156	14.1205
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6481	13.6530
1	AED	UAE DIRHAM		36.1540	36.1729
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3751	35.3866
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.6590	432.8488
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.8778	45.3288
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1638	14.1654
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7175	20.8238
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3383	3.3487
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.5709	180.5709

BOURSE ZURICH

Le SMI s’installe dans le vert après l’annonce du cessez-le-feu

La Bourse suisse continuait en terrain positif dans la matinée de mercredi après avoir démarré la séance nettement dans le vert suite à l'amorce d'une détente au Moyen-Orient, le président américain Donald Trump ayant annoncé un cessez-le-feu de deux semaines avec l'Iran. Hormis les derniers rebondissements dans ce conflit, les investisseurs suivront également de près les prix à la production en zone euro et les Minutes de la réunion monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Cette détente, même fragile, "permet un retour rapide de l'appétit pour le risque, avec un soutien attendu des valeurs cycliques et des secteurs les plus sensibles à l'énergie", analyse John Plassard, associé chez Cité

Gestion. L'expert avertit que cette hausse repose sur une hypothèse de stabilisation encore très incertaine, ce qui devrait maintenir une volatilité élevée au cours des prochaines séances. "La hausse des prix de l'énergie va perdurer pour l'instant. Même à 95 dollars le baril, le prix du pétrole se situe entre 60 et 70% au-dessus de son niveau d'il y a un an", note pour leur part les experts du consultant économique Wellershoff & Partners. Vers 10h30, le Brent plongeait de 15,4% à 93,94 dollars le baril, tandis que le WTI lâchait 15,2% à 95,83 dollars le baril. Thomas Gitzel, économiste en chef chez VP Bank, souligne lui que la chute sensible des cours du pétrole,

en particulier, "laisse espérer que la hausse des taux d'inflation ne sera qu'un épisode de courte durée. Si les prix du pétrole devaient se stabiliser durablement, les banques centrales pourraient également renoncer aux hausses de taux d'intérêt déjà redoutées". Sur le plan macroéconomique, les observateurs du marché attendaient les prix à la production en zone euro (IPP) en zone euro qui seront dévoilés en fin de matinée. Ils se pencheront également sur la publication du compte-rendu de la réunion monétaire de Fed, attendue vers 20h00. En Suisse, le taux de chômage a légèrement reculé en mars à 3,1%, soit une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport au mois de fé-

vrier. A la Bourse suisse, vers 10h30 l'indice vedette SMI prenait 2,94% à 13'270,36 points, après avoir démarré la journée en hausse de 1,45%. Le SLI s'enrobait de 3,33% à 2106,24 points et le SPI de 2,87% à 18'367,44 points. La quasi-totalité des valeurs vedettes se déployaient dans le vert, seule la défensive Swisscom essayant un repli de 1,04%. Les constructeurs prenaient l'avantage avec en tête de liste l'entreprise Sika (+7,5%), dont Morgan Stanley a réhaussé l'objectif de cours à 179 contre 174 francs suisses, suivie du fabricant de vannes à vide VAT Group ainsi que du cimentier Holcim et du spécialiste des implants dentaires Straumann

(+7,1% chacun). Parmi les poids lourds de la cote, la grande banque UBS gagnait 5,5%, les groupes pharmaceutiques Novartis et Roche, 1,7% et 1,6% respectivement, et le paquebot alimentaire Nestlé 0,9%. Sur le marché élargi, le fournisseur schwytois d'équipements électriques R&S s'envolait de 14,7%, après avoir confirmé ses perspectives dans son rapport annuel 2025 publié mercredi. A moyen terme, il vise une croissance organique du chiffre d'affaires de 8 à 12% ainsi qu'une marge opérationnelle au niveau Ebitda de 19 à 21%.

R. I.

FRANCE

Le déficit commercial s’est creusé à 5,8 milliards d’euros en février

Le déficit commercial de la France s'est creusé de 3,8 milliards d'euros pour s'établir à 5,8 milliards d'euros en février, pénalisé par une forte hausse des importations, notamment d'hydrocarbures, alors que les exportations ont reculé, ont indiqué mercredi les douanes.

Les importations ont atteint 57,8 milliards d'euros en février (+2,6 milliards d'euros). Elles ont été tirées par les hydrocarbures naturels en provenance notamment des États-Unis, les matériels de transport et les produits pharmaceutiques venant de Chine, ont détaillé les douanes dans un communiqué, précisant que les indicateurs ont fait l'objet d'une nouvelle méthode de calcul. Les exportations ont diminué de 1,2 milliard d'euros à 52 milliards, en raison d'un recul des exportations d'électricité et de produits de l'industrie aéronautique et spatiale. Selon les douanes, «la balance commerciale se détériore pour la majorité des produits», notamment les produits énergétiques (-1,1 milliard d'euros), les matériels de transport (-800 millions) et les équipements mécaniques, électroniques et informatiques (-700 millions d'euros). Le déficit agricole est de 100 millions d'euros. Géographiquement, «la dégradation de la balance commerciale est très marquée avec l'Asie» (-1,1 milliard d'euros), principalement la Chine, la Corée du



Sud et Taïwan. Elle s'est également dégradée avec l'Union européenne (-1,1 milliard d'euros), notamment l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. En janvier, le déficit commercial de la France s'était amélioré de 2,6 milliards d'euros à -2 milliards, selon les nouveaux chiffres publiés par les douanes. Cumulé sur douze mois, le déficit commercial s'est toutefois amélioré de 1,1 milliard d'euros à -62,2 milliards. Par ailleurs, le solde des transactions courantes, qui intègre la balance des biens, celle des services et des revenus, est retombé dans le rouge en février, à -1,8 milliard d'euros, après un excédent de 2,3 milliards en janvier, a indiqué la Banque de France. Le déficit des échanges de biens s'est creusé à 5,1 milliards, après 2,1 milliards en janvier, une tendance concernant «à la fois les échanges de biens hors énergie et la facture énergétique», selon la banque centrale française. Quant au surplus des échanges de services, il s'est réduit à 3,7 milliards d'euros, contre 4,8 milliards en janvier.

Agence

DÉTROIT D'ORMUZ

L'agence maritime de l'ONU planche sur un mécanisme pour «assurer la sécurité du transit»

3000 navires sont actuellement coincés dans le Golfe. Le retour à la normale prendra du temps malgré la promesse de l'Iran d'ouvrir le passage. L'Organisation maritime internationale (OMI), agence de l'ONU chargée de la sécurité en mer, a affirmé mercredi qu'elle travaillait à un mécanisme pour garantir la «sécurité du transit» par le détroit d'Ormuz, quasi paralysé depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. «Je travaille déjà avec les parties concernées à la mise en place d'un mécanisme approprié

afin de garantir la sécurité du transit des navires par le détroit d'Ormuz», a indiqué le secrétaire général de l'OMI dans une déclaration transmise à l'AFP. «La priorité, désormais, est d'assurer une évacuation qui garantisse la sécurité de la navigation», a-t-il ajouté. Cette déclaration intervient après l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines entre les États-Unis et l'Iran. Téhéran a accepté «l'OUVERTURE TOTALE, IMMÉDIATE ET SÉCURISÉE du détroit d'Ormuz», a déclaré le président

américain Donald Trump dans un message publié sur son réseau Truth Social. Le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi a confirmé que Téhéran allait garantir des traversées en sécurité du détroit d'Ormuz, où transitait avant la guerre environ 20% de la production mondiale de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL). «Les navires bloqués dans le golfe Persique souhaiteront partir dès qu'il sera sûr de le faire», a estimé Jakob Larsen, responsable de la sécurité du Conseil ma-

ritime baltique et international, une des plus grandes associations maritimes internationales représentant les armateurs. «Quitter le golfe Persique sans coordination préalable avec les États-Unis et l'Iran comporterait des risques accrus et ne serait pas conseillé», a-t-il souligné. L'IMO avait précédemment estimé que 20.000 marins à bord d'environ 3000 navires de différents types étaient coincés dans le Golfe. L'évacuation pourrait donc prendre du temps.

R I/Agence

ALLEMAGNE

Les commandes industrielles repartent en légère hausse en février

En février, le volume des commandes a augmenté de 0,9% sur un mois en données corrigées des variations saisonnières, proche de l'évolution prévue par les analystes de Factset qui tablaient sur une hausse de 1%. Les commandes à l'industrie en Allemagne sont reparties en légère hausse en février après une chute marquée en début d'année liée à la volatilité des grosses commandes, selon des chiffres provisoires publiés mercredi par l'office fédéral des statistiques Destatis. D'après un communiqué de l'institut, en février, le volume des commandes a augmenté de 0,9% sur un mois en données corrigées des variations saisonnières, proche de l'évolution prévue par les analystes de Factset qui tablaient sur une hausse de 1%. Si l'on exclut les grosses commandes,

souvent volatiles, l'augmentation atteint 3,5%. Par ailleurs, dans une perspective à plus long terme de trois mois, de décembre 2025 à février 2026, les commandes ont été supérieures de 2% à celles des trois mois précédents. «Toutefois, cette évolution positive devrait être temporairement freinée par le choc des prix de l'énergie lié à l'escalade du conflit au Moyen-Orient», a tempéré dans un communiqué le Ministère de l'Economie. La tendance globale à la hausse a été, selon Destatis, portée par plusieurs secteurs clés, comme l'industrie textile (+45,2%), l'industrie automobile (+3,8%), et la production et le travail des métaux (+3,7%). A l'inverse, le secteur de la construction d'autres types de véhicules (avions, navires, trains et véhicules militaires) a

subi un chute de 25,9% de ses commandes. La hausse globale des commandes a été portée majoritairement par une demande accrue en provenance de l'étranger (+4,7%), les entrées de commandes nationales ayant en revanche diminué de 4,4%. Le ministère de l'Economie précise cependant que la demande nationale a été soumise à «de fortes variations» au cours des derniers mois, «en raison de commandes majeures au deuxième semestre 2025, liées à des projets d'investissement public et d'achats publics». L'année dernière, les députés allemands ont voté un vaste plan de dépenses de 500 milliards d'euros sur douze ans dans la défense et pour moderniser les infrastructures vieillissantes du pays.

Agence

SUISSE

Le taux de chômage recule à 3,1%

Le taux de chômage en Suisse s'est légèrement replié en mars, refluant à 3,1%, contre 3,2% les deux mois précédents, selon les données du ministère suisse de l'économie publiées mercredi. Fin mars, 146.255 personnes étaient inscrites auprès des offices régionaux de placement, soit 4.821 de moins qu'en février, a-t-il annoncé dans un communiqué. Le chômage des jeunes a diminué de 0,2 points de pourcentage par rapport au mois de février pour revenir à 2,9%, avec 12.645 inscrits et a reculé de 0,1 points de pourcentage chez les personnes de 50 ans et plus, à 2,8% avec 40.638 inscrits. Le nombre d'offres d'emplois annoncées dans les offices régionaux de placements a quant à lui augmenté de 1,4%, avec 48.843 postes à pourvoir, soit 698 de plus que le mois précédent. Mi-mars, le ministère de l'économie a dit s'attendre à ce que le taux de chômage grimpe à 3% en moyenne sur l'année 2026, soit un niveau équivalent à celui de 2021 lorsque la Suisse commençait à se remettre du choc de la pandémie de Covid-19. Durant la pandémie de Covid-19, le taux de chômage en Suisse était monté à 3,2% en moyenne sur l'année en 2020, puis s'était tassé à 3% en 2021. Il s'était ensuite nettement replié les deux années suivantes pour retomber à 2% en 2023, puis s'était légèrement redressé en 2024. Mais avec les incertitudes économiques, notamment autour des droits de douane américains, il a connu une nouvelle accélération sur la seconde moitié de 2025, pour remonter à 2,8% en moyenne sur l'année.

APS

RÉSEAUX SOCIAUX

La Grèce va interdire l'accès aux jeunes de moins de 15 ans

La Grèce va interdire à partir du 1er janvier 2027 l'accès aux réseaux sociaux aux jeunes de moins de 15 ans, a annoncé, mercredi, le Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis. "Nous avons décidé d'aller de l'avant avec une mesure difficile mais nécessaire: interdire l'accès aux réseaux sociaux aux enfants de moins de 15 ans", a expliqué M. Mitsotakis dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, précisant que la législation sera votée cet été et l'interdiction mise en vigueur au 1er janvier 2027. Le Premier ministre grec s'est félicité que son pays "appartient à un des premiers pays du monde à adopter une telle mesure", assurant qu'il faisait pression sur l'Union européenne pour qu'elle suive cette initiative. L'Australie a été le premier pays à légiférer sur la question et à voter un texte entré en vigueur fin 2025 obligeant les plateformes à s'assurer que les utilisateurs ont au moins 16 ans et à supprimer les comptes d'utilisateurs trop jeunes.

APS

DES SEMAINES DE TRAVAIL DE 3,5 JOURS À L'AVENIR GRÂCE À L'IA ?

La prédiction du patron de la JP Morgan

Le patron de la plus grande banque du monde a évoqué l'intelligence artificielle. Et contrairement à d'autres, il est plutôt optimiste sur les bouleversements à venir.

L'intelligence artificielle fait particulièrement peur quant à ses conséquences à terme sur les emplois. Selon de nombreuses projections, de très nombreux postes de travail pourraient être détruits à travers la planète pour être remplacés par l'IA. En France, ce serait ainsi quelque 5 millions d'emplois qui pourraient être menacés d'ici 2030. Mais l'avenir n'est pas si morose, si l'on en croit l'une des voix les plus importantes de l'économie mondiale.

Jamie Dimon pense que l'IA sera bénéfique pour les employés, pas l'inverse

L'intelligence artificielle pourrait être une bénédiction pour les prochaines générations. C'est ce qu'a affirmé Jamie Dimon, patron de la JP Morgan, plus grande banque du monde, à l'occasion d'un entretien avec la CBS. « Je pense que dans trente ans, vos enfants travailleront probablement trois jours et demi par semaine » a-t-il ainsi prédit. Et dans une lettre envoyée en ce



début de semaine aux actionnaires, il a répété son optimisme. « Je ne pense pas qu'il soit exagéré de dire que l'IA permettra, entre autres avancées positives, de guérir certains cancers, de créer de nouveaux matériaux composites et de réduire le nombre de décès accidentels.

À terme, elle permettra de réduire la durée hebdomadaire du travail dans les pays développés » a écrit Jamie Dimon.

Il va falloir créer des programmes de masse de reconversion

S'il fallait résumer son enthousiasme, on peut citer cette phrase : « les gens vivront plus longtemps et dans une plus grande sécurité. » Pour Jamie Dimon, cette idée que l'on travaillerait moins dans les prochaines décennies serait la conséquence des énormes gains de productivité que l'IA va permettre. Reste que le patron est aussi conscient des problèmes à court terme que l'intelligence artificielle devrait entraîner. Il prédit ainsi des « troubles sociaux » si l'intelligence artificielle automatisait des professions entières, et mettait des millions de personnes d'un coup au chômage. Raison pour laquelle il appelle les autorités publiques à « mettre en place [une] transition progressivement » et à multiplier les efforts pour les reconversions. Il se dit même à titre personnel soutien des efforts des autorités non seulement pour aider aux reconversions, mais aussi pour limiter les licenciements de masse, même quand cela toucherait directement son entreprise.

AMD tire à vue sur Anthropic : Claude Code ne sait plus coder

L'outil de codage star d'Anthropic est accusé de bâcler le travail depuis février. Le problème : cette dégradation survient alors que l'entreprise enchaîne fuite de code source, pannes à répétition et afflux record d'utilisateurs. Stella Laurenzo, directrice du groupe IA chez AMD, a ouvert vendredi un ticket sur GitHub qui résume le malaise. Son équipe a épluché 6 852 sessions Claude Code, totalisant 234 760 appels d'outils et 17 871 blocs de raisonnement. La conclusion tient en une phrase : « Claude ne peut plus être considéré comme fiable pour des tâches d'ingénierie complexes. »

Claude Code raisonne moins, et AMD sait pourquoi

L'analyse de Laurenzo pointe un coupable précis. Depuis la version 2.1.69 de Claude Code, déployée début mars, Anthropic a activé par défaut la « thinking redaction ». Ce mécanisme masque le contenu du raisonnement interne dans les réponses

de l'API. Les tokens de réflexion sont toujours générés, mais l'utilisateur ne voit plus ce que Claude « pense » avant d'agir. Le problème, selon les données d'AMD, c'est que la profondeur de raisonnement aurait elle-même diminué. Quand le raisonnement est superficiel, Claude prend le chemin le moins coûteux. Modifier du code sans le relire. S'arrêter avant d'avoir terminé. Esquiver les erreurs au lieu de les corriger. Chaque ingénieur senior de l'équipe AMD a confirmé le même constat. Le ticket GitHub a déclenché un torrent de témoignages similaires, sur la plateforme comme sur Reddit. Laurenzo réclame trois choses à Anthropic. D'abord, la transparence sur un éventuel plafonnement des tokens de raisonnement. Ensuite, l'exposition du nombre de tokens de réflexion utilisés par requête, pour que les utilisateurs puissent surveiller la profondeur de traitement. Enfin, un palier d'abonnement intégrant un rai-

sonnement plus long pour les équipes d'ingénierie. Le modèle actuel ne distingue pas un utilisateur qui consomme 200 tokens de réflexion par réponse d'un autre qui en a besoin de 20 000. La sanction est déjà tombée. L'équipe IA d'AMD a basculé vers un concurrent, que Laurenzo refuse de nommer en invoquant un accord de confidentialité. Dans un secteur où même Microsoft teste Claude Code en interne, perdre un client comme AMD envoie un signal fort. Laurenzo avertit qu'Anthropic n'est plus seul au sommet.

La tempête parfaite : pannes, fuites et croissance incontrôlée

Ce ticket AMD arrive dans un contexte toxique pour Anthropic. Le 31 mars, le code source intégral de Claude Code a fuité via un fichier source map publié par erreur sur le registre npm. Près de 512 000 lignes de TypeScript exposées. Anthropic a ensuite provoqué un tollé sur GitHub en supprimant 8

100 dépôts dans sa tentative de nettoyage, dont des forks parfaitement légitimes. En février, l'entreprise avait déjà coupé l'accès aux applications tierces utilisant les abonnements Pro et Max, s'aliénant une partie de sa communauté de développeurs. Le tout sur fond de croissance explosive. Après le bras de fer avec le Pentagone sur l'usage militaire de Claude, la base d'utilisateurs a explosé. Les actifs quotidiens sont passés de 4 millions en janvier à 11,3 millions début mars. Un million d'inscriptions par jour pendant une semaine entière. Le trafic web a bondi de 297 % en un an. Claude est devenu l'application la plus téléchargée aux États-Unis et dans 15 autres pays. Cette popularité a un prix. Les pannes se sont multipliées : incidents majeurs les 25, 26 et 27 mars, puis les 31 mars, 1er, 3 et 6 avril. Le 6 avril, plus de 8 000 utilisateurs ont signalé des problèmes sur Downtdetector. L'uptime de claude.ai en mars est tombé à

98,21 %, loin des standards attendus pour un service professionnel. Or, les abonnements Pro (20 dollars par mois) et Max (100 à 200 dollars) sont massivement subventionnés par rapport au coût réel des tokens consommés via l'API. Un développeur intensif sur Claude Code peut brûler en une journée l'équivalent de plusieurs centaines de dollars en tokens API. Le tout pour un forfait mensuel fixe. Ce modèle fonctionne tant que la base d'utilisateurs reste gérable. Quand elle triple en deux mois, l'équation économique se retourne. Le ticket AMD pose la question sans la formuler. Anthropic bride-t-elle le raisonnement pour absorber la charge ? Ou la dégradation est-elle un dommage collatéral de mises à jour précipitées ? Abonnements trop bon marché, API trop chère pour les indépendants : le juste milieu reste introuvable. Et c'est la qualité qui paie l'addition.

Brèves

Intel partenaire de la Terafab d'Elon Musk

Dévoilé en mars dernier, le projet de construction d'une usine de fabrication de semi-conducteurs IA à Austin (Texas) poussé par Elon Musk a reçu un soutien de poids. Dans un post, on apprend qu'Intel a rejoint ce projet de SpaceX, xAI et Tesla pour « concevoir, fabriquer, et emballer des puces ultra-hautes performances à grande échelle » et contribuer « à accélérer l'objectif de Terafab de produire 1 TW/an de

calcul pour alimenter les avancées futures en IA et robotique ».

QuEra livre Tsim un simulateur open source pour le quantique

Avec le lancement en open source de Tsim (T-gate simulator), un simulateur de circuits quantiques accéléré par GPU, QuEra Computing vient combler un manque critique dans l'écosystème de la correction d'erreurs quantiques (QEC). Tsim est le premier outil capable de

simuler des opérations de portes non-Clifford - notamment les portes T - à grande échelle et à haute vitesse.

Là où STIM, le simulateur QEC le plus répandu, se limite aux portes Clifford, Tsim prend en charge des circuits de plus de 80 qubits physiques et génère des millions d'échantillons en parallèle, avec une cadence d'environ 600 nanosecondes par simulation sur un GPU Nvidia GH200. Compatible avec le format STIM, il s'intègre dans l'écosystème open source Bloqade de QuEra.

Une première historique pour Honda en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient

Honda Motor vient d'annoncer publiquement que ses divisions européenne, africaine ainsi que celle située dans le Moyen-Orient, sont dirigées depuis le 1er avril dernier par une personnalité... non japonaise. Une première en la matière dans l'histoire du constructeur.



Un nouvel homme fort chez Honda avec 30 ans d'expérience

C'est une petite révolution au sein de l'organigramme du constructeur japonais Honda, avec la nomination ces derniers jours d'un dirigeant non japonais pour plusieurs de ses divisions. Et c'est le principal intéressé ainsi nommé, le Belge Hans De Jaeger, qui en parle le mieux : "C'est un honneur d'assumer cette responsabilité élargie, en tant que premier dirigeant régional non japonais, à un moment aussi important pour Honda en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Je me concentrerai sur la croissance durable en renforçant nos gammes de produits existantes, en développant de nouvelles activités répondant à l'évolution des be-

soins des clients, et en améliorant la rentabilité grâce à une plus grande efficacité."

Honda : intégrité, transparence et résilience

En poste depuis mercredi 1er avril dernier, Hans De Jaeger est donc désormais "Operating Executive pour la Regional Unit Europe, Africa & Middle East", mais également Président et Director de Honda Motor Europe. Ce nouvel homme fort de Honda dans ces régions, qui aura fort à faire, succède ainsi à Katsuhisa Okuda, qui a fait valoir ses droits à la retraite "après une carrière remar-

quable chez Honda", précise le constructeur nippon, tandis que le promu tenait d'emblée à affirmer quelle serait la couleur de son mandat, tout en rendant hommage lui aussi à son prédécesseur : "L'ensemble des actions sera soutenu par un engagement sans faille en matière de Corporate Governance, afin de garantir que Honda continue d'opérer avec intégrité, transparence et résilience à long terme. Je tiens également à remercier Okuda-san pour son leadership et sa contribution à Honda Motor Europe. Il laisse des bases solides sur lesquelles nous continuerons à construire."

Hans De Jaeger a été choisi car il officie au sein de la marque Honda depuis plus de 30 ans et connaît donc sur le bout des doigts la maison et ses rouages. Après un début de carrière dans les Ressources humaines et la Logistique pour la marque japonaise, il a ainsi occupé de nombreux postes opérationnels et exécutifs de haut niveau. Notamment celui de Président de Honda Motor Europe Benelux et de Senior Vice President, supervisant les principales divisions produits et clients de Honda Motor Europe, incluant Automobile, Motorcycle, Power Products et Marine. Enfin, on notera par ailleurs la nomination de Jean-Marc Streng, chez Honda depuis 2007, au poste de Senior Vice President, responsable des activités Automobile, Motorcycle, Power Products et Marine, ainsi que du Business Transformation Office. "Je suis ravi de prendre la responsabilité des principales divisions produits de Honda en Europe. Ces activités sont au cœur de notre relation avec plus d'un million de clients européens, soutenus par plus de 3 000 distributeurs et partenaires dans 30 pays, et sont essentielles à notre réussite future dans la région." a commenté M. Streng, qui a lui aussi pris en main ses nouvelles activités le 1er avril dernier.

Stellantis vend désormais des pièces automobiles d'occasion directement sur Ebay

Acheter des pièces automobiles d'occasion ? Stellantis compte bien en profiter pour développer encore cette activité, en proposant des composants de seconde main sur l'un des principaux sites de commerce en ligne, Ebay. Mais attention, vous n'y trouverez pas forcément tout ce que vous cherchez. Les marques Fiat, Alfa Romeo ou Jeep y bénéficient d'un traitement de faveur par rapport à Citroën ou Peugeot. Pendant longtemps, les pièces automobiles d'occasion sont restées marginales. Mais petit à petit, leur utilisation progresse. Elles sont donc devenues un véritable "business", qui attire même certains constructeurs automobiles. Stellantis a ainsi flairé le bon filon dès 2020 en rachetant B-Parts, l'un des spécialistes du secteur. Aujourd'hui, la multinationale a ajouté une nouvelle corde à son arc. Elle propose désormais des pièces automobiles d'occasion via des boutiques de e-commerce dédiées sur Ebay, le célèbre site d'annonces et d'enchères en

ligne. De quoi espérer toucher un public bien plus large qu'auparavant.

Des pièces Alfa Romeo, Fiat ou Jeep majoritaires

Pour alimenter cette nouvelle plateforme, Stellantis s'appuie sur son centre de démantèlement de Mirafiori, à Turin, en Italie. Un rapide coup d'œil sur les près de 16 000 composants déjà disponibles montre d'ailleurs que les pièces provenant d'Alfa Romeo, de Fiat ou de Jeep, voire de Lancia, sont ici surreprésentées. En attendant d'autres sources d'approvisionnement permettant d'élargir la gamme, cela risque de poser problème aux propriétaires de Citroën ou de Peugeot, largement majoritaires dans l'Hexagone. Mais on y trouve malgré tout quelques éléments pour les actuelles générations de C3 ou C3 Aircross, comme des compresseurs de climatisation, des volants, de portières, voire des boîtes de vitesses pour les versions hybrides. Il est vrai que cette transmission un peu spé-



ciala a parfois fait l'objet de remplacements à de faibles kilomètres. En revanche, nous n'y avons pas trouvé de moteurs 1.2 PureTech ou 1.5 BlueHDi, deux moteurs dont les problèmes de

fiabilité ont tant fait jaser ces dernières années.

Quelle garantie pour les pièces d'occasion Stellantis ?

Pour ces deux mécaniques, il est de toute façon préférable de profiter des programmes de garantie mis en place en 2025... sous réserve de bien remplir les conditions de prise en charge. Les pièces achetées via la nouvelle boutique en ligne de Stellantis sur Ebay sont pour leur part couvertes pendant un an. D'après l'entreprise, elles sont toutes d'origine, pleinement fonctionnelles et rigoureusement contrôlées. Leur démontage s'est effectué en respectant un processus standardisé afin de limiter au maximum le risque de mauvaise surprise. Chaque annonce s'accompagne en outre d'une ou plusieurs photos. Mais un retour demeure possible sous 14 jours pour tous les achats, moyennant le paiement des frais d'envoi... qui peuvent être assez salés pour les composants les plus lourds. Mieux vaut donc éviter de se tromper malgré tout. L'économie pourrait toutefois aller jusqu'à 70 % par rapport aux pièces neuves équivalentes, alors que la livraison est gratuite.

Mots fléchés

Plan topographique		Cannelures		Trompé		Enzyme		Il peut être carré		Cocoter		Emprunt	
Garanties financières												Dédaigné	
								Bouteille		Usagé			
Harassé		Enveloppes de tissu		Pluie de glace		Milieu naturel Arme blanche							
							Religieux retirés		Fleuve côtier français	Éructation Antécédent			
Salé et fumé					Sité classé par l'UNESCO en Jordanie						Béryllium		
Allongé					Vagabondage								Pièces de vaisselle
Vraiment											Acide ribonucléique	Vigueur	
Office religieux					Écrivain français (André)	Germandrées		A l'intérieur du lieu					
Souffreteuses	Affolée	Règle	Présage	Après ci Serré				Rôdés					
									Jésus le Nazaréen, roi des Judéens				
Lieu de pèlerinage								Ustensile de cuisine	Partouses		Fer Nabab		
Perçants							Partisan Petit tour					Fête chrétienne	
Territoire arabe		Griseries		Ville belge	Colores	Cours d'eau en montagne							
						Désert Boisson gazeuse				Patriarche biblique			
Lamoutes							Énumérations Regardé						
Métal				Souillée						Pronom personnel Singe			Oubliée
Système de freinage	Vaste Mélange de terre plus eau							Qualité d'huile Bloqua				Boutons d'ados	
			Un revenu de solidarité Plante fourragère				Possessif		Vieux transport en commun				
Risques					Terre divine	Étendue d'eau Pour remplacer					Avant git Dedans		
Siffler					Gardien de but				Ville du Pas-de-Calais				
Arbre mécanique							Attirée						

PÉTROLE

le Brent en baisse à 94,05 dollars

Les cours du pétrole étaient en baisse, mercredi, en raison notamment de l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Vers 12H30, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, perdait 13,93% à 94,05 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, chutait de 16,27% à 94,57 dollars. L'espoir d'une reprise progressive de la navigation par le détroit d'Ormuz, qui relie le Golfe au golfe d'Oman, est le principal facteur de baisse des cours du pétrole mercredi, ont souligné des experts du marché. Par ailleurs, le prix du gaz ont aussi accusé un recul, réagissant également à l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, plongeait de 14,55% à 45,50 euros.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 9 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

APN

Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprend ses travaux, jeudi en séance plénière, consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, indique mercredi un communiqué de l'APN. Les questions orales concernent les secteurs de la santé et de l'hydraulique, précise la même source.

MONNAIES

Le dollar en recul face aux principales devises

Le dollar dévissait, mercredi, face aux principales devises, en raison notamment de la chute des cours de pétrole dans un contexte d'apaisement des tensions géopolitiques. Vers 11H00, la devise américaine perdait 1,01% à 1,3426 dollar pour une livre. Le billet vert cédait aussi 0,72% face à la monnaie unique européenne à 1,1679 dollar pour un euro. Le pétrole s'échangeant en dollars, quand son prix baisse, les acheteurs d'or noir ont besoin d'échanger moins de leur devise pour obtenir la même quantité. Le dollar avait été soutenu par la hausse des prix du pétrole, la remontée des rendements et la demande de valeur refuge liée aux tensions géopolitiques, ont expliqué des experts du marché. A l'inverse, le billet vert s'est replié après des signaux d'apaisement au Moyen-Orient. Les cambistes attendent aussi plus tard mercredi la publication des minutes (le compte rendu) de la réunion monétaire de la Fed, la Réserve fédérale américaine, du 18 mars. Si elles pointaient vers des hausses de taux cette année, cela soutiendrait le dollar.

APS

CESSATION DES OPÉRATIONS MILITAIRES AU MOYEN-ORIENT ET GOLFE

Le gouvernement algérien se félicite

Le gouvernement algérien s'est félicité de l'accord de principe entre les parties concernées, prévoyant la cessation des opérations militaires dans la région du Golfe et du Moyen-Orient, exprimant sa profonde appréciation pour les efforts de médiation internationale qui ont permis d'aboutir à cet accord, indique mercredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "Le gouvernement algérien se fé-

cite de ce que les parties concernées soient parvenues à un accord de principe prévoyant la cessation des opérations militaires dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Il exprime sa profonde appréciation pour les efforts de médiation internationale qui ont permis d'aboutir à cet accord, s'inscrivant dans la voie de l'apaisement des tensions dans la région et de la recherche de solutions durables à l'ensemble des différends qui y per-

sistent", précise la même source. Le gouvernement algérien "appelle également à la poursuite d'un engagement positif et de bonne foi avec la médiation internationale, en vue de garantir une sécurité pérenne et durable dans la région. Il souligne, en outre, l'impératif de ne pas négliger les exigences de la sécurité et de la stabilité dans la République sœur du Liban", ajoute le communiqué.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Adhésion de l'Algérie à WorldSkills

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, a annoncé l'adhésion de l'Algérie à l'organisation mondiale WorldSkills, qui organise les compétitions internationales des métiers. Présidant, mardi soir, une rencontre qui s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, et du minis-

tre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, Mme Arhab a déclaré que cette adhésion reflétait "l'engagement de l'Algérie à promouvoir la formation professionnelle, à renforcer la culture de l'excellence et à ouvrir de plus larges perspectives à nos jeunes pour s'intégrer aux compétitions internationales". Après avoir souligné l'importance de ce type de

compétitions réunissant des jeunes issus de différents pays, dans le cadre des Olympiades des métiers, la ministre a indiqué que les préparatifs sont en cours pour la participation aux compétitions "WorldSkills Shanghai 2026", auxquelles l'Algérie concourra dans trois (3) spécialités. Elle a, en outre, rappelé l'Olympiade nationale des métiers organisée à Oran, en novembre dernier, ayant rassemblé 550 par-

ticipants issus du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, venus de différentes wilayas du pays, en compétition dans six (6) domaines professionnels couvrant 45 spécialités, dont les technologies de la construction et des travaux publics, les technologies de l'information et de la communication, les services, les arts créatifs, et la mode. APS

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

La guerre, et après ? : la faillite d'un système bâti sur l'injustice et la prédation

La plus grande économie du monde donne une piètre image de sa gouvernance. La guerre contre l'Iran est l'illustration parfaite d'un pilotage à vue. Cette économie qui vit de son influence sur le reste du monde, tant au plan du contrôle du commerce, qu'au plan de la puissance du dollar et de manière générale de la géopolitique. Sur ce dernier point, le bilan de Trump sur sa première année de gouvernance laisse présager un affaiblissement durable de la stature internationale des USA. La mise à pas du multilatéralisme, point fort de l'Amérique au plan économique depuis la seconde guerre mondiale et particulièrement depuis la chute du mur de Berlin en 1989, est perçu par les acteurs économiques comme un signal pour une plus grande incertitude dans les échanges internationaux et un retour au souverainisme économique des Etats. En fait, il s'agit de donner un coup sévère au libre-échange et à la « mondialisation heureuse » prônée et promue par ces mêmes Etats Unis. L'Amérique a joué un grand rôle, bien entendu pour ses intérêts et ceux de ses alliés, dans la construction de ce système autour du Libre-échange, incarné par l'OMC et le Dollar, monnaie internationale par ex-

cellence. Les deux pieds de l'hégémonie américaine sont en crise symbolique pour le moment, mais réelle à court terme. Trump a scié les deux branches sur lesquelles il était assis. Le Monde est sans boussole. A-t-il ouvert la route à la Chine pour prendre le Leadership économique du Monde ? Rien n'est moins sûr. Il est vrai que le vide laissé ou qui sera laissé par les USA donne l'opportunité à la Chine de pousser encore son avantage économique pour en faire un atout dans la nouvelle géopolitique. La Chine peut s'enorgueillir de son succès économique, mais son déficit en matière d'universalisme de son modèle politique demeure un handicap sérieux pour accéder à une hégémonie sur le monde comme celle des USA depuis la seconde guerre mondiale. La Chine traine un système politique « non exportable » et surtout qui fait peur à ceux-là même qui veulent adhérer au système économique mondial dominé par la Chine. Comment en est-on arrivé là ? Les USA ont toujours considéré trois piliers dans leur politique internationale : Le Pétrole, sécurité d'Israël et le Dollar. Ce triptyque a bien fonctionné depuis au moins 55 ans, à partir de 1971,

date de la suspension de la convertibilité du dollar en Or ; trois ans après cette décision, les USA ont signé le principal contrat économique et financier de leur histoire moderne, jamais égalé, l'accord avec l'Arabie Saoudite pour facturer le pétrole exclusivement en dollar, c'est la naissance du système dit des « Pétrodollars ». Cet accord est devenu « la Poule aux Œufs d'Or ». Le Dollar, monnaie internationale, est demandée par tous les pays pour payer les achats du Pétrole. Ainsi, avec l'impression de Dollars pour l'ensemble des pays, les USA financent leur déficit et leur développement à un coût zéro. Ce système a favorisé l'universalisation du Dollar comme monnaie d'échange et de réserves. Le contrôle du Monde par ces facteurs commence à battre de l'aile. Israël est devenu un pays génocidaire, condamné par les juridictions internationales et les organisations humanitaires et des droits de l'homme, devenu non fréquentable, et dont l'opinion publique mondiale condamne de plus en plus. Les « Israéliens », eux-mêmes, quittent massivement un pays volé devenu sans avenir. Le système Dollar a été fissuré par la décision de l'Arabie Saoudite d'accepter d'autres monnaies

pour la vente de son pétrole. La Chine, le plus grand importateur de pétrole, amorce cette ouverture et encourage les autres pays à aller dans cette direction. Les détenteurs des obligations du Trésor américain commencent à les céder et la Chine en est le principal détenteur. Un coût dur pour les américains. Le pétrole, dernier pilier de la géopolitique américaine, n'est pas en reste. Même s'ils sont encore le premier producteur et le premier exportateur des hydrocarbures, leurs réserves conventionnelles sont épuisées alors que celles en Schiste deviennent coûteuses et très concurrencées par de grands producteurs, la Russie, l'Iran, le Qatar, le Vénézuéla, l'Irak et l'Arabie Saoudite. Trump contrôle en partie les hydrocarbures de l'Arabie Saoudite, l'Irak et du Qatar en contrepartie d'une protection, il a pris les ressources du Vénézuéla et maintenant il cible l'Iran. La bête blessée devient féroce. C'est dans cette perspective de déroute morale et surtout économique qu'il faut comprendre la guerre contre l'Iran. Les conséquences de cette guerre seront très importantes pour l'avenir du Monde. L'histoire s'accélère avec ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient.